

POURQUOI?

MEMOIRE ET ENSEIGNEMENT DE LA

GUERRE

D'ALGERIE



n° 272 / sommaire

Directeur de la publication :
Claude Julien

Rédacteur en chef :
Marc Sebille

Coordination de ce numéro :
Gilles Manceron

Secrétaire de rédaction :
Brigitte Le Berre, adjointe Maryse Mougeot

Ont participé à ce numéro :
Alexis Berchadsky, Gilles Deroche, Jean Eymery,
François Gabaut, José Gongora, Jacques Lambert,
Raymond Lefèvre, Gilles Manceron, Alain
Monchablon, Gilles Morin, Séverin Prené

Réalisation : Brigitte Le Berre,
Maryse Mougeot

Recherche iconographique :
Christèle Sebille

Publicité :
Agence Ariane
16, rue du Colisée, 75008 Paris
Tél. : (1) 42 25 05 55

Photogravure :
Jean-Claude Brod

Imprimerie :
L'Avenir Graphique, Torcy

Revue mensuelle éditée par
la Ligue française de l'enseignement
et de l'éducation permanente
3, rue Récamier, 75007 Paris
Tél. : (1) 43 58 96 93

Tous droits de reproduction même partielle et par
quelque procédé que ce soit réservés pour tous
pays. Copyright by Pourquoi ? 1992.
CPPAP : n° 57131

Photo couverture : Jean Jacouton

1 point de vue

Assumer la mémoire pour vaincre
le racisme - *J.-L. Rollot*

2 enjeux

La guerre d'Algérie : une période
aux multiples enseignements
G. Manceron



4 analyses

4 Les étudiants français
et la guerre d'Algérie - *A. Monchablon*

6 Le syndicalisme enseignant

7 La Ligue : l'évolution d'une prise
de conscience - *G. Morin*

8 témoignage

8 La SFIO des Ardennes
et la guerre d'Algérie
G. Deroche



10 Souvenirs et réflexions
J. Gongora

12 manuels scolaires

Savoir et faire savoir
A. Berchadsky

14 mémoire et cinéma

14 Un film pour donner la parole
G. Manceron et J. Eymery

16 Une guerre qu'on ne raconte pas
J. Eymery



17 mémoire et littérature

17 Des destins piétinés par l'histoire
J. Eymery

19 Le regard « à bout portant »
J. Eymery

20 Trente ans après, nouvelles
de la guerre d'Algérie
F. Gabaut

22 Daniel Zimmermann ou
l'« écriture de guerre »
J. Eymery

23 bibliographie

G. Manceron, J. Eymery

25 cinéma

L'Algérie et la guerre sans nom
R. Lefèvre

27 cités en mouvement

Les cités en mouvement : pour faire reculer
les exclusions, construire les solidarités
M. Lallaoui et E. Jammaron

vie associative

S. Prené, E. Jammaron, Ch. Connot

La Ligue
FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT
ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Assumer la mémoire pour vaincre le racisme

En France, lorsqu'il s'agit de notre histoire proche, nous avons une fâcheuse tendance à oublier certaines pages. D'aucuns invoquent la nécessité de la réconciliation nationale, voire celle du pardon, pour éluder les crimes commis par des hommes comme Paul Touvier sous le régime de Vichy ou ceux perpétrés par d'autres au nom de l'OAS un quart de siècle plus tard. Singulier besoin d'oubli et de pardon, toujours à sens unique, au bénéfice de gens qui n'expriment souvent aucun regret et ne demandent aucun pardon.

Refoulement et amnésie collective ne bénéficient qu'aux nostalgiques des causes funestes et à ceux qui ne renoncent jamais à semer la haine et l'exclusion.

Il est des épisodes, il est des hommes que, quant à nous, nous ne voulons pas oublier. Il en est ainsi des enseignants lâchement assassinés par un groupe de tueurs de l'OAS, il y a trente ans, et à qui, dans un message lu dans tous les lycées et toutes les universités de France, le ministre de l'Éducation nationale rendait hommage le jour du cessez-le-feu en Algérie : Mouloud Ferraoun, Max Marchand et leurs quatre collègues, « musulmans » ou « européens » (pour reprendre une terminologie de l'époque sur laquelle il y aurait beaucoup à dire).

Ce qui a été affirmé sur l'imprescriptibilité de certains crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale serait-il valable uniquement lorsque les respon-

sables ne sont pas des Français ? L'admettre reviendrait à laisser la partie belle à ceux qui tentent de revenir sur le devant de la scène et veulent donner un nouvel élan à l'extrême droite.

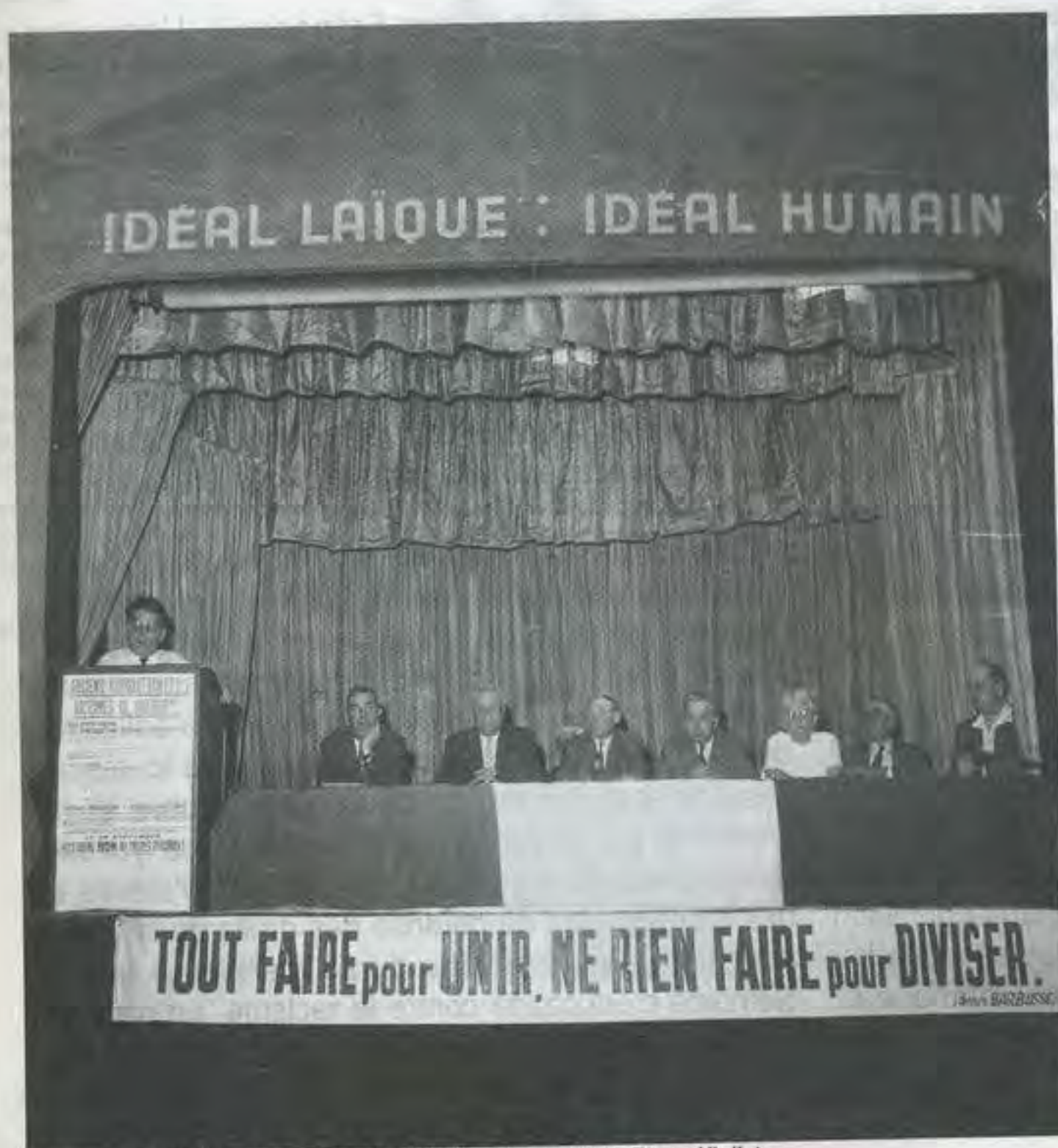
Le racisme anti-arabe se développe sur le terreau d'une histoire mal connue. Le refoulement du passé est une mauvaise réponse pour empêcher le retour de ce que ce passé portait de pire. Le silence n'est plus accepté par les moins de trente ans, nés après la fin de la guerre d'Algérie et qui reprochent à l'école de ne leur avoir pas appris suffisamment son histoire.

C'est dans cette perspective qu'à l'occasion du 30^e anniversaire des Accords d'Évian et de la fin des combats en Algérie, la Ligue de l'enseignement, associée à l'Institut du monde arabe, organise un colloque destiné à interroger la mémoire collective des deux peuples. C'est pour lutter contre toutes les résurgences du temps de la xénophobie et du mépris qu'elle se joint à des associations de lycéens, d'étudiants, d'enseignants, de parents d'élèves et des mouvements de défense des droits de l'homme pour faire de la semaine du 28 mars au 4 avril la Semaine d'éducation contre le racisme, un moment où se développeront dans toute la France des activités pédagogiques multiples pour préparer un avenir qui tournera délibérément le dos aux pages douloureuses du passé.

Jean-Louis ROLLOT

Le 21/2/92

La guerre d'Algérie : une période aux multiples enseignements



Le mouvement laïque eût du mal à saisir les enjeux. Photo Roger Viollet.

Regarder en face la page d'histoire contemporaine que représentent les années 1954-1962 – celles de la guerre d'Algérie – n'est pas seulement utile aux historiens pour une connaissance plus exacte du passé, c'est aussi de nature à mieux faire comprendre à tous les citoyens bon nombre des enjeux d'aujourd'hui. Trente années se sont écoulées depuis la fin de la guerre. Elles ont suffi, côté français, pour reléguer dans un recoin sombre de la mémoire les tragédies les plus insupportables, mais aussi les différentes responsabilités dans la perpétuation du conflit. Et, sur l'autre versant de la Méditerranée, on a aussi souhaité très vite tourner la page, au risque de laisser s'installer dans l'inconscient collectif des jeunes générations des représentations simplistes du passé qui ne peuvent que provoquer des réactions passionnelles et nuisibles.

Les rendez-vous manqués du mouvement laïque ?

S'intéresser aux positions du mouvement laïque pendant la guerre d'Algérie est loin d'être une simple affaire d'historien et éclaire nombre de questions actuelles. Le rappel des affrontements de l'époque, entre ceux qui ne voyaient d'avenir pour les « musulmans d'Algérie » que dans une assimilation sous l'égide de la culture occidentale, implicitement considérée comme la culture universelle, et ceux qui reconnaissaient le droit des Algériens à leur propre histoire, n'est pas inutile au moment où – dans un contexte, bien sûr, différent – surgissent à nouveau des

débats autour des idées d'intégration, d'assimilation, de « droit à la différence » et de « droit à la ressemblance ». Pendant la guerre d'Algérie, on le sait, les différentes composantes du mouvement syndical et du mouvement associatif n'ont pas toutes été à même de saisir les enjeux. Si, avec l'UNEF, le mouvement syndical étudiant a été sensible à la volonté d'indépendance du peuple algérien – et a su manifester courageusement contre la guerre et pour des négociations avec le FLN –, il n'en a pas été de même, en particulier, du syndicalisme enseignant. Enfermé dans l'incompréhension du mouvement de décolonisation, prisonnier d'une analyse figée du mouvement nationaliste algérien – et de la place du MNA et du FLN –, la fédération syndicale enseignante a été, en dépit de l'engagement personnel de nombre de ses militants, à la traîne de l'histoire. Il faut dire que la Ligue de l'enseignement elle-même ne s'était rapprochée de l'UNEF qu'à partir de 1959, et au prix de conflits intérieurs.

Vers des relations dépassionnées entre la France et l'Algérie ?

La guerre a permis néanmoins à de nombreux démocrates français attachés aux droits de l'homme et aux droits des peuples de manifester leur solidarité aux Algériens. Cela aussi doit être remémoré, ne serait-ce qu'afin que l'opinion des jeunes Algériens d'aujourd'hui, voire celle des jeunes Beurs, ne soit pas abusée par des discours simplificateurs cherchant à leur faire rejeter en bloc la France, les valeurs démocratiques, et adopter on ne sait quel discours intégriste et frileusement identitaire.



25 janvier 1992, Paris : Le divorce entre organisations démocratiques et partis politiques. Photo Marc Sebillé.

Car revivifier la mémoire et écrire véritablement l'histoire de cette période est aussi une nécessité pour eux. Paradoxalement, quels qu'aient pu être la violence de la guerre et le nombre élevé de ses victimes parmi les Algériens, l'opinion algérienne après l'indépendance a pendant longtemps ignoré les sentiments anti-français qu'un certain nombre d'épisodes du passé auraient pourtant expliqué sinon justifié. Mais à ne pas s'exprimer au lendemain du conflit – au point que les coopérants français étaient partout bienvenus – le sentiment n'était-il pas refoulé ? Au risque de rejaillir plus tard avec d'autant plus de force, à l'occasion d'événements comme la guerre du Golfe – où les menées d'un despote ont été le prétexte à l'expression d'un sentiment profond anti-occidental et anti-français – ou sous la forme de l'adhésion au discours islamiste.

Aucune déformation ou occultation du passé n'engendre à long terme d'effet bénéfique. Trente ans après, la guerre doit être restituée dans sa complexité, montrée certes comme une guerre algéro-française mais aussi comme une double

guerre civile où des choix différents ont conduit à des affrontements sanglants au sein même des deux peuples. Et l'on ne doit pas craindre d'évoquer les faits graves qui s'y sont produits comme la pratique de la torture par l'armée française, de les aborder y compris dans l'enseignement, tant de tels problèmes éthiques ne peuvent pas être éludés.

Les risques du discrédit du politique

Pour les Français, se remémorer la période de la guerre d'Algérie, c'est aussi évoquer une situation passée où les forces politiques se réclamant du socialisme démocratique étaient largement discréditées et coupées des aspirations du mouvement associatif et syndical, en particulier de celles des nouvelles générations. Depuis Guy Mollet et sa décision d'envoyer le contingent en Algérie, à l'encontre de ses promesses électorales, une coupure durable s'était créée entre le tissu associatif et militant se réclamant des valeurs de la gauche et les forces politiques organisées qui se présentaient comme leur expression naturelle. Une fois le fossé creusé, il ne fut pas aisé à combler puisqu'il fallut une vingtaine d'années pour cela.

Depuis la fin des années soixante-dix, nous n'avons plus connu un tel divorce. La coupure qui s'est opérée à l'intérieur de la manifestation nationale du 25 janvier dernier entre, d'une part, une cinquantaine de syndicats et d'associations démocratiques et antiracistes et, de l'autre, des forces politiques qui n'ont pas voulu les rejoindre laisse planer la crainte qu'un tel fossé puisse un jour se reproduire.

Gilles MANCERON

Le contingent est envoyé en Algérie : des promesses électorales bafouées.. Photo Malvi/Viollet.

Les étudiants français et la guerre d'Algérie



Le mouvement étudiant se détermina de façon originale face à la guerre d'Algérie. Photo Magnum.

Si l'empreinte de la guerre d'Algérie a été considérable et durable (bien au-delà du conflit lui-même) sur la société française (1), elle l'a été particulièrement pour le monde des intellectuels (2), qui pour nombre d'entre eux se sont engagés dans les différents camps en présence. A la charnière de l'intelligentsia proprement dite et de l'ensemble de la société, les étudiants ont alors occupé une place à part.

Beaucoup plus que celle de leurs aînés intellectuels, leur action a été collective et non individuelle, soudant une génération cohérente par l'âge, l'activité, le type de réaction. D'autant que la mobilisation étudiante pour ou contre la continuation du conflit s'est principalement opérée dans le

cadre d'une organisation unique des étudiants, l'UNEF (3). Ces caractéristiques ont donné à l'engagement étudiant un caractère spectaculaire pour l'opinion, d'autant que chaque camp en présence était attentif aux prises de position d'un groupe social que son jeune âge et son avenir social et professionnel désignaient comme la France de demain. De là aussi le caractère extrêmement disputé des prises de position du mouvement étudiant, où ne manquèrent pas les pressions externes de toutes sortes, y compris de la part des milieux gouvernementaux sous la IV^e comme sous la V^e République.

Rien à vrai dire ne semblait prédisposer le milieu étudiant en tant que tel à jouer

un rôle particulier face à la guerre d'Algérie. Milieu sans mémoire par sa jeunesse comme par son renouvellement continu, il n'était pas porteur d'une tradition propre face au phénomène colonial. Il faut ici mettre à part le cas de l'université d'Alger, la deuxième de France par ses effectifs (à 90 % européens, comme on disait alors).

Sans doute était célébrée depuis quelques années une « journée anticolonialiste », occasion de mobilisation annuelle le 21 février ; mais l'initiative issue de l'Union internationale des étudiants basée à Prague ne touchait qu'un nombre limité de militants. Elle permet pourtant de souligner l'originalité de la

structuration politique du monde étudiant d'alors par rapport à l'ensemble de la société française. Dans ce milieu étroit quoique en expansion continue tout au long des années du conflit (140 000 étudiants en 1954, 250 000 en 1962), l'état des forces politiques ne répondait que partiellement à la répartition des forces politiques en présence dans la société globale. Aux étudiants communistes puissants dans quelques secteurs limités (encore que la mention d'un élève de l'ENS sur quatre membre du parti communiste relevât de l'extrapolation plus que de la réalité), s'opposaient – y compris par des moyens violents – des noyaux d'extrême droite actifs dans les facultés de droit et de médecine. Jean-Marie Le Pen était resté – au prix d'élections discutables – président de la « Corpo » de Droit de Paris de 1949 à 1951, et y gardait ses entrées au milieu des années cinquante, tout en étant de 1956 à 1958 député poujadiste de Paris (4). Entre ces deux extrêmes les partis de la IV^e République n'avaient que de maigres sections étudiantes, même en comptant les étudiants socialistes, qui alors sous la direction de Michel Rocard n'allèrent pas tarder à entrer en délicatesse avec la direction de leur parti. Des étudiants mendésistes apparus en 1953 avec l'expérience Mendès-France, et qui publiaient le périodique *Vin nouveau*, on pourrait dire ce que de Gaulle déclara des gaullistes de gauche : « De bonnes bouteilles mais plutôt rares. »

C'est précisément dans cette situation de relatif vide politique qu'allait prendre tout son sens la rencontre entre une structure ancienne et molle mais accueillante, l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), et un petit groupe de réflexion et d'action formé de militants de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne). L'UNEF, bien que ses comptes fussent longtemps fantaisistes et qu'elle hésitât entre la perpétuation d'un joyeux folklore étudiant et la prise en compte sérieuse des problèmes universitaires, présentait l'avantage d'être reconnue de manière officielle comme l'organisme représentatif de l'ensemble des étudiants, avec une association générale (AG) par ville universitaire (5). Il était d'usage par exemple que chaque année le nouveau bureau de l'UNEF soit présenté au président de la République. De ce fait, malgré un apolitisme de façade assez hypocrite, l'UNEF rassemblait toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique étudiant.

C'est dans ce cadre à renouveler que s'étaient investis les militants de la JEC. Bien loin de vouloir se manifester en tant que représentants confessionnels – ils avaient rejeté le projet démocrate chrétien – ils entendaient agir, en chré-

tiens sans doute, avec toutes les bonnes volontés au sein de l'UNEF pour transformer le milieu étudiant en lui fournissant des cadres d'action et de revendications associant démocratisation de l'Université et de la société.

Minoritaires au départ (d'où le surnom de « minos » qui leur restera) ils progressent rapidement et sont en 1956 au seuil du pouvoir à l'intérieur de l'UNEF, qu'ils auraient conquise sur la droite (les « majos ») installée aux commandes depuis 1950, même en dehors du contexte algérien.

L'UNEF et la guerre d'Algérie

C'est principalement sous leur influence (d'autant que celle des étudiants communistes est longtemps marginale) qu'au milieu du tumulte et des menaces le mouvement étudiant est amené à se déterminer de façon originale face à la guerre d'Algérie.

C'est particulièrement autour de deux thèmes que se déploie l'action du mouvement étudiant. Le premier est partagé avec nombre d'universitaires et d'intellectuels, avec cette différence que chez les étudiants il n'est pas l'affaire d'individus mais celle de leur organisation, l'UNEF : il s'agit de la protestation contre les méthodes de répression en Algérie, voire sur le sol métropolitain, au nom des principes de 1789 et des valeurs de l'Université. En cela les dirigeants étudiants reprennent la thématique dreyfusarde qui est celle d'un certain nombre d'universitaires, et ils y sont d'autant plus attachés que le mouvement étudiant découvre qu'il n'est pas plus que le reste de la société prémuni contre le racisme et le goût de la force : en janvier 1956 à Montpellier, un meeting d'étudiants nationalistes algériens fut victime de la part d'étudiants français, à la tête desquels des responsables locaux de l'AG, d'une attaque qui dégénéra en chasse au faciès à travers les rues. Avec cet exemple, on est en présence du deuxième thème mobilisateur des « minos » au sein de l'UNEF : maintien des liens de fraternité avec les étudiants algériens et leur organisation particulière. En 1955 en effet s'était constituée l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens), sur le modèle des unions tunisienne et marocaine créées quelques années auparavant. De caractère ouvertement nationaliste, l'organisation algérienne affirmait en même temps son attachement à la culture et aux valeurs de l'université française. Pour les responsables de l'UNEF, dont certains avaient encouragé cette initiative, développer le

dialogue d'égal à égal avec les étudiants algériens était le moyen de maintenir un pont entre jeunes Français et Algériens, voire de préfigurer chez les étudiants ce qui était la perspective de liens amicaux entre la France et l'Algérie future.

Cette double thématique connut deux temps forts, séparés par une période de moindre intensité mais non d'inactivité.

A l'automne 1955 le gouvernement rappelle en Algérie les « disponibles », c'est-à-dire des jeunes gens qui avaient accompli leur temps de service militaire. L'épisode provoque brièvement des réactions spontanées dans la jeunesse concernée : vives manifestations dans les gares, quelques cas de refus d'obéissance... Bien que bénéficiant du sursis, nombre d'étudiants furent sensibilisés. A l'UNEF, la guerre d'Algérie passe au premier plan des préoccupations et provoque affrontements et crises en chaîne qui marquent toute l'année 1956. Face à une droite qui tantôt affiche son apolitisme (jusqu'à l'ignorance des droits de l'homme) tantôt fait du credo Algérie française une exigence patriotique, les « minos », qui deviennent alors la majorité au sein du mouvement étudiant, tiennent bon. Conscients de la responsabilité historique du mouvement étudiant au moment où le gouvernement et les grandes forces politiques se rallient de fait à une politique de guerre, ils lui font prendre clairement position contre la torture, les arrestations arbitraires, les « disparitions », tandis qu'ils maintiennent les relations avec l'UGEMA. En marge de l'UNEF ils prennent le risque d'organiser à l'été 1956 une « Conférence nationale étudiante pour la solution du problème algérien » avec la participation de responsables de l'UGEMA, qui conclut au droit à l'indépendance et aux nécessaires négociations avec le FLN. Aucune organisation représentative ne prit à l'époque une pareille initiative, qui valut à l'un de ses auteurs d'être inculpé.

Suivent trois années de moindre intensité, de 1957 à 1959. A la conjoncture générale s'ajoutent des données propres au mouvement étudiant : durcissant à l'extrême sa position, l'UGEMA avait exigé de l'UNEF de se prononcer ouvertement pour l'indépendance algérienne, ce que le mouvement étudiant ne pouvait faire alors. L'UGEMA rompit alors avec l'UNEF. Celle-ci était de plus en proie à une première scission provoquée par la droite, qu'il fallait résorber pour préserver la crédibilité du mouvement étudiant. Pendant ces années, néanmoins, un patient travail de formation et d'information des étudiants se poursuivait, qui allait prouver son efficacité lors du deuxième temps fort.

A partir de l'été 1959 la menace gouver-

nementale sur les sursis place directement les étudiants face au conflit algérien. Dès lors les dirigeants de l'UNEF, qui ont renforcé leur majorité, se trouvent en phase avec le milieu et peuvent agir. Cette fois encore, ils sont persuadés de la responsabilité historique du mouvement étudiant. Deux événements marquent pour l'UNEF l'année 1960 : en juin, reprenant l'initiative de l'AG de Paris-Lettres, l'UNEF rétablit officiellement les contacts avec l'UGEMA (interdite en France depuis deux ans ; la rencontre a lieu en Suisse) et se prononce ouvertement pour l'indépendance algérienne. En octobre elle organise la première manifestation de rue unitaire contre la guerre et pour les négociations. Dès lors, et jusqu'à la fin du conflit, le mouvement étudiant est un acteur de premier plan dans l'action contre la guerre d'Algérie.

Ruptures

Les années algériennes sont pour l'UNEF celles de l'apogée : un étudiant sur deux est membre du syndicat étudiant, qui ne dédaigne pas les autres activités revendicatives et de gestion. L'influence du mouvement étudiant est considérable dans l'ensemble de l'opinion.

En même temps la génération étudiante de la guerre d'Algérie est celle des ruptures, trop nombreuses pour ne pas revêtir une signification générale : pour leurs audaces algériennes, les dirigeants de la JEC sont sommés par l'épiscopat de démissionner de leurs fonctions, les étudiants socialistes sont « suspendus » puis dissous par la direction de la SFIO ; puis peu après (1961) l'union des étudiants communistes connaît une première crise avec le PCF. L'UNEF elle-même perd son statut d'organisation officielle ; une première scission de droite en 1957 est discrètement encouragée par le gouvernement, puis efficacement réactivée en 1961 ; entretemps l'UNEF a en 1960 été privée de sa subvention de fonctionnement. Ces ruptures en annonçaient d'autres.

Alain MONCHABLON

(1) *La guerre d'Algérie et les Français*, par J.-P. Rioux, Fayard, 1990.

(2) *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, par J.-P. Rioux et J.-F. Sirinelli, Complexe, 1991.

(3) *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, par A. Monchablon, PUF, 1983.

(4) En janvier 1960, il s'affaire encore à la faculté de droit de Paris pour organiser une grève de soutien aux barricades dressées à Alger par les ultras de l'Algérie française.

(5) Sauf à Paris où il y avait une AG par faculté ou école.

Le syndicalisme enseignant

La FEN, forte de 200 000 adhérents en 1954, avait pris des positions sur la question des colonies qui ne l'incitaient pas à des réponses claires au problème algérien. Ainsi, lors de son congrès de 1957 elle proclamait « sa fidélité à l'idéal d'émancipation des hommes, des peuples et des nations encore asservis » tout en déplorant « l'explosion des fanatismes raciaux ou religieux des nationalismes exacerbés », formule qui ne pouvait viser que le nationalisme algérien (du moins le FLN) et témoignait d'une incompréhension du mouvement d'indépendance. De fait, la FEN, et en son sein tout particulièrement le SNI, a adopté, sous couvert d'internationalisme, de laïcisme et d'universalisme, des positions qui revenaient à mieux supporter la présence française que les aspirations des Algériens à s'en affranchir pour renouer avec leur propre histoire.

D'où un fort suivisme vis-à-vis de la politique des derniers gouvernements de la IV^e République. « Nous ne pouvons guère empêcher l'envoi de la force en Algérie, écrivait Denis Forestier dans *L'École libératrice* (26 mars 1956) en incitant les militants à « réfléchir avant d'envoyer les jeunes dans des manifestations où ils risquent le tribunal militaire ». En juin 1957, la FEN déclina la proposition de la Ligue des droits de l'homme d'un appel commun contre la poursuite de la guerre « laissant croire – à son avis –, contre toute évidence, que la paix dépend uniquement de nous, au risque de la desservir en aggravant les prétentions des nationalistes algériens ».

Mais à l'actif de la FEN, il faut inscrire, surtout à partir de septembre 1957, la dénonciation claire et nette de la torture, et, sous la pression de son opposition interne « cégétiste » et « Ecole émancipée », son engagement de plus en plus net au côté de l'UNEF pour une paix négociée. L'arrivée de De Gaulle au pouvoir et les attentats de l'OAS ont hâté cette évolution.

Dans le syndicalisme enseignant, ce sont des militants de base et non les directions qui ont pris les positions les plus lucides sur la nécessité de la décolonisation.

El Biar, le 15 mars 1962...

Ils s'appelaient Max Marchand, Mouloud Feraoun, Robert Aimard, Marcel Basset, Ali Hammoutène et Salah Ould Aoudia. Le 15 mars 1962, quatre jours avant le cessez-le-feu, un commando de l'OAS les aligna devant un mur. Ce matin-là, à El Biar, au siège d'un service de l'Éducation nationale, six hommes, inspecteurs des centres sociaux éducatifs, furent mitraillés.

C'est le 25 janvier 1955, trois mois après le début des « événements », que Jacques Soustelle, nommé gouverneur général de l'Algérie, avait confié à Germaine Tillion la création de Centres sociaux éducatifs. Rattachés au ministère de l'Éducation nationale, ils étaient destinés à lutter contre l'analphabétisme et à délivrer un début de formation professionnelle.

« Nos gens sont comme ça »

L'une des victimes, l'écrivain Mouloud Feraoun, était inspecteur des centres sociaux depuis octobre 1960. Né en 1913 à Tizi-Hibel, en Haute-Kabylie, ce fils de paysan, destiné à devenir berger, fut admis en 1928 au collège de Tizi-Ouzou avant d'être reçu au concours d'entrée de l'école normale de Bouzaréa, quatre ans plus tard.

Ami d'Emmanuel Robles, d'Albert Camus ou de Gabriel Audisio, Mouloud Feraoun est l'un des plus grands écrivains algériens de langue française. *Le fils du pauvre*, roman dans lequel il raconte la vie de Menrad Fouroulou – en fait, sa propre histoire –, lui valut le grand prix littéraire de la ville d'Alger en 1950.

Enfant de Haute-Kabylie, amoureux du terroir algérien, Mouloud Feraoun écrivait pour dire : « Nos gens sont comme ça. » Son *Journal, 1955-1962*, rédigé durant la guerre d'Algérie, est l'un des documents les plus bouleversants sur les « événements ». Le 15 mars 1962, Mouloud Feraoun, marié en 1935, était père de sept enfants.

Depuis le 15 mars 1987, une association, Les Amis de Max Marchand, perpétue le souvenir de ces hommes. Sous l'égide de cette association, les Éditions Tiresias Michel Reynaud ont publié récemment une enquête de Jean-Philippe Ould Aoudia : *L'assassinat de Château-Royal, Alger, 15 mars 1962*.

J.E.

L'assassinat de Château-Royal, Alger, le 15 mars 1962, Jean-Philippe Ould Aoudia, introduction de Germaine Tillion, préface d'Emmanuel Robles, Ed. Tiresias Michel Reynaud, 1992, 224 pages. Prix de souscription : 100 francs.

La Ligue : l'évolution d'une prise de conscience

Les positions de la Ligue dans la période difficile que fut la guerre d'Algérie ont reflété la diversité de ses associations et furent loin, en ses débuts, d'être toujours claires. Avant le déclenchement de l'insurrection, son discours sur les colonies consistait à opposer la fraternité au racisme, et, en vertu de ce principe, à prôner la création d'une Union française qui mettrait en place une véritable coopération entre les peuples. Hostile non pas à la colonisation en général mais au colonialisme tel qu'il était, elle cherchait à faire progresser les individus et non les peuples. Sa vision culturelle était essentiellement eurocentriste. Elle se bornait à regretter le manque d'effort de la métropole en matière d'enseignement et insistait sur les « besoins immenses » des « territoires lointains » et de l'« outre-mer ».

Ce n'est que pendant le cours de la guerre d'Algérie, sous la pression des événements et au prix de fortes divisions internes, que la Ligue passa progressivement, par un lent et douloureux processus, de l'acceptation du fait colonial à une opposition ouverte à la guerre.

Trois facteurs essentiels ont freiné son engagement. D'abord, organisation unitaire de masse du camp laïque, elle devait concilier les contradictions des forces qui en faisaient partie. Et dans l'affaire algérienne, l'attachement à la laïcité, qui constituait son ciment, ne lui fournissait pas en lui-même des réponses. Le clivage entre mouvements catholiques et associations laïques ne correspondait pas à un clivage face à la crise algérienne, tant il est vrai que les catholiques n'adoptaient pas une position commune, la majorité restant dans une prudente réserve alors que des minorités s'engageaient en faveur de chacun des deux camps antagonistes – y compris celui des nationalistes algériens.

Autre raison à ses prises de position tardives, le poids en son sein des Fédérations des œuvres laïques d'Algérie, où se retrouvaient bien davantage d'Européens que d'Algériens. Celles-ci pesaient lourd dans les débats internes de la confédération, en particulier lors de ses assemblées générales et de ses congrès où la tradition de recherche du consensus entre les différentes fédérations départementales la conduisait à des compromis.

Enfin, il y avait une donnée individuelle qui tenait à la personnalité de son président, Albert Bayet, qui s'est engagé personnellement en faveur de l'« Algérie française ». Ce fut contre lui que les militants de la Ligue de l'enseignement parvinrent à faire prendre à leur mouvement des positions hostiles à la poursuite de la guerre coloniale.

Une évolution lente

Dans les premières années de la guerre d'Algérie, les prises de positions sur l'Algérie étaient rares. En mai 1955, le « Conseil général » demandait l'abrogation de l'état d'urgence et réclamait un plan d'action sociale et économique « seul susceptible de créer... un climat de confiance, de détente et de paix sociale » dans les « départements français d'Afrique du Nord ». La Ligue condamnait la politique gouvernementale mais affirmait le statut français de l'Algérie et réduisait l'insurrection à une conséquence d'un problème économique et social que l'on pouvait régler par des réformes. Le rappel de quelques grands principes – liberté, égalité, droits de l'homme et surtout neutralité de l'école – faisait l'unanimité en son sein et cela permettait d'éviter des prises de positions trop précises sur le conflit armé qui s'engageait. La Ligue se bornait dans ses résolutions à refuser « la division entre les populations musulmane et européenne » et prôner « l'amitié franco-musulmane ».

La résolution du congrès de 1956 demandait le respect de la personne humaine, un cessez-le-feu, la répudiation du « système colonial » périmé et l'égalité des droits et des devoirs de tous les habitants d'Algérie. Mais, cela pour aboutir à « une démocratie dans le respect de la personnalité algérienne et le maintien de l'Algérie grâce à des liens organiques avec la France au sein d'une Union française renouée ». C'était le temps des motions « nègre-blanc » destinées à concilier les premières divergences graves qui apparaissaient dans ses rangs sur la question algérienne.

En juin 1957, alors que les exactions des militaires français se multipliaient à l'occasion de la bataille d'Alger, les positions de la Ligue devinrent plus nettes



Albert Bayet, président démissionnaire en 1959.
Photo Lapi/Viollet.

puisque, à l'encontre de la position personnelle de son président qui se trouva isolé au sein du bureau, elle dénonça la torture et ses justifications officielles. En termes certes généraux, elle refusait toute légitimation à « cette déchéance de l'homme ». Le retour au pouvoir du général de Gaulle, en juin 1958, poussa la Ligue vers une contestation plus radicale de la politique gouvernementale, d'autant que la laïcité de l'État et de l'École publique se trouvaient menacées. De surcroît, elle connaissait des conflits internes liées à de graves difficultés de gestion et à des tensions avec le SNI. Au congrès de juillet 1958 se manifesta en son sein une volonté d'opposition à la poursuite de la guerre, exprimée en particulier par Andrée Viénot qui s'était opposée au rapport d'orientation.

Mais c'est l'année 1959 qui fut celle du changement. En pleine bataille laïque, Albert Bayet démissionna le 19 juillet après avoir été mis en minorité lors de l'élection du secrétaire général. Son départ permit une réorientation de sa politique algérienne qui se manifesta publiquement à l'occasion de la « Semaine des barricades » de janvier 1960. La Ligue condamna l'insurrection, appela à la défense de la République et de la démocratie et appuya l'appel à la grève générale des centrales syndicales du 1^{er} février tout en s'efforçant de ne pas contribuer « à cautionner ou à renforcer le pouvoir personnel d'un chef de l'État, quel qu'il soit ». Désormais elle se battit sur un triple front aux côtés de l'UNEF et de la FEN : pour la défense de la démocratie, contre la guerre et pour le droit à l'autodétermination des Algériens. Ainsi, au lendemain du 17 octobre 1961 elle dénonça violemment la répression policière et elle participa ensuite à la mobilisation contre l'OAS et pour l'indépendance de l'Algérie. Jusqu'à la conclusion du cessez-le-feu, elle s'en tint à cette position et n'en démordit plus.

Sincérité et engagement politique

La SFIO des Ardennes et la guerre d'Algérie



De gauche à droite : Guy Desson, Andrée Viénot, Camille Titeux. Photo D.R.

Les socialistes ardennais n'étaient pas indifférents aux affaires coloniales. Leur leader, Andrée Viénot, était très attentive aux événements d'Afrique du Nord, son mari, Pierre Viénot, ancien sous-secrétaire d'Etat du cabinet de Léon Blum, ayant rédigé des accords franco-tunisiens et franco-marocains.

Les premiers événements d'Algérie ne suscitent guère de commentaires dans *Le Réveil ardennais*, hebdomadaire de la SFIO départementale.

Cependant, ces questions prennent de l'importance, et les socialistes se présentent aux élections législatives de 1956, en association avec des radicaux, sur une liste « Front républicain », patronnée par Pierre Mendès-France.

La paix en Algérie constitue le thème principal de la campagne, et Andrée Viénot conclut ainsi le dernier article publié avant le scrutin : « Celui qui peut

faire la paix, avec l'aide du Front républicain. Celui qui a fait ses preuves en pacifiant l'Indochine et la Tunisie. C'est Mendès-France. Tous ceux qui veulent arrêter le massacre voteront pour le Front Républicain. »

La SFIO obtient 34,5 % des suffrages, et les deux députés socialistes, Guy Desson et Camille Titeux, sont réélus. Ils représenteront les Ardennes avec René Penoy (MRP) et Pierre Lareppe (communiste).

Premier divorce

La politique d'intervention en Algérie du gouvernement de Guy Mollet, et surtout le rappel des réservistes, trahissent les promesses de la campagne électorale. Andrée Viénot s'insurge contre ces mesures dans ses articles du *Réveil*. Elle les dénonce dans des lettres adressées aux notables du

parti, fait circuler des pétitions pour la paix et attaque les responsables à l'occasion des conseils nationaux.

Le détournement de l'avion de Ben Bella en octobre 1956, et l'intervention franco-britannique en novembre, qu'elle réprouve, l'amènent à quitter la SFIO. Le 11 novembre, elle adresse à Guy Desson sa lettre de démission, où elle donne les raisons de son départ : « Maintenant la mesure est comble, et je ne peux plus en conscience rester dans un parti dont la politique est contraire à tout ce que le socialisme a toujours signifié pour nous, ceci au moment même où l'évidence des crimes staliniens aurait dû rendre sa force conquérante à un socialisme démocratique véritable. »

L'invasion de la Hongrie par les troupes soviétiques a augmenté la tension sur la scène politique internationale. Guy Desson et Camille Titeux, qui, jusqu'alors, avaient toujours suivi Andrée Viénot, utilisent cet argument pour justifier qu'ils restent dans le parti socialiste. Leur situation est délicate, car ils sont les élus qui représentent un parti dont, de toute évidence, ils n'approuvent pas la politique.

Auraient-ils dû rompre pour marquer leur désapprobation ?

Les deux députés choisissent une autre voie, celle qui n'est sans doute pas la plus facile : combattre cette politique, à l'intérieur même des structures socialistes. La fédération des Ardennes les soutient, mais une forte opposition s'y développe cependant. Lors du congrès fédéral du 24 juin 1956, où étaient débattues les questions coloniales, la motion qu'ils soutenaient avec Andrée Viénot a obtenu 324 voix, alors que sa rivale, qui réclamait la poursuite de la politique de Guy Mollet, en a réuni 233.

De l'opposition à la fracture

Les sentiments de Guy Desson semblent évoluer après le départ de la grande dame du socialisme ardennais. Il n'évoque plus la « nation algérienne » et l'évolution de la politique internationale lui fournit même l'occasion d'affirmer son soutien à Guy Mollet.

A partir de janvier 1957 se déroule la « bataille d'Alger » marquée par l'utilisation systématique de la torture. Ces pratiques sont dénoncées, y compris dans les rangs de la SFIO. On ne trouve pas trace de ces débats dans les colonnes du *Réveil* et les allusions à l'Algérie sont rares.

Cependant, une opposition à la guerre s'exprime toujours dans la fédération. Au congrès fédéral de juin 1957, c'est la motion « Ancier », pour la reconnaissance

de la vocation nationale de l'Algérie, qui l'emporte, par 281 voix contre 219 à sa concurrente.

A l'époque de la discussion du projet de loi-cadre Lacoste, Guy Desson se prononce pour le choix d'une solution fédérative. Le bombardement du village tunisien de Sakhiet-Sidi-Youssef par l'armée française provoque son indignation et il hurle « Assez ! » dans les colonnes du *Réveil*. Cependant, pris à partie quelque temps après, à propos de son soutien au gouvernement, il se justifie en évoquant les dangers que les militaires font peser sur la République.

Leur rôle dans les événements du 13 mai 1958 prouve qu'il ne se trompait pas. Guy Desson et Camille Titeux vont rester fermes dans les suites de cette affaire, ils refusent de voter la confiance et l'attribution des pleins pouvoirs au général de Gaulle.

Jusqu'à-là, les deux députés ardennais ont été à l'unisson. Camille Titeux semble cependant plus à gauche que son collègue. Il est blâmé au sein même de son parti pour son appartenance à un « Comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie », fondé le 29 janvier 1957.

Sous la pression des événements, l'opinion évolue au sein de la fédération des Ardennes. Lors du congrès fédéral de sep-



Fête de l'Indépendance, Revin, 1962. Photo D.R.

tembre 1958, 306 voix se prononcent pour le « oui » au référendum sur la constitution, et seulement 224 voix pour le « non ».

Le congrès national d'Issy-les-Moulineaux, le 28 septembre, adopte le « oui ». C'est la fracture. Des parlementaires et des personnalités socialistes quittent la SFIO, et les autres s'apprêtent à épouser la vague gaulliste.

Camille Titeux s'abstient lors du vote et s'en explique : « ... mon parti ayant pris position dans ses assises régulières sans que pour autant je sois convaincu, mes amis comprendront qu'il ne m'est pas possible de prendre part à la campagne en faveur du "oui", comme je m'abstiendrai de le faire pour le "non". »

Ainsi, il ne renonce pas à ses convictions, n'admet pas les nouvelles orientations, mais reste dans la « vieille maison » qu'il représentera aux prochaines élec-

tions législatives. Il sera battu, sa position électorale étant moins solide dans sa circonscription que celle de son collègue, Guy Desson. Ce dernier, s'il avait adopté la même attitude, aurait selon toute vraisemblance été réélu.

La position de Guy Desson est plus tranchée, il préfère partir, par fidélité à ses idées, et ainsi il brise sa carrière parlementaire.

Militant de la SFIO depuis plus de trente ans, il lui est très attaché, mais il ne peut abandonner ses principes et se renier.

Guy Desson se présente sous l'étiquette « socialiste indépendant » dans sa circonscription de Vouziers-Sedan, et il est battu par le général Noiret.

Il commenta ainsi sa défaite : « C'est bien la première fois qu'un général français gagne à Sedan ! »

Gilles DEROCHE

La mémoire de la guerre d'Algérie dans les Ardennes

Depuis dix ans, les éditions Terres Ardennaises « explorent » le passé de leur département. Bien sûr, pour une grande part, l'histoire des guerres du XX^e siècle a été étudiée. La longue occupation allemande de 1914-1948, cinquante-deux mois, record absolu, et l'exode de 1940 nous ont été entre autres de nombreuses fois décrits. Mais il est un conflit que nous ne pouvons encore pour l'instant connaître : celui qui s'étend de 1954 à 1962.

Pourtant, la guerre d'Algérie a été présente, elle aussi, sur le sol des Ardennes. Nous nous souvenons tous des cafés algériens fermés pour un ou plusieurs mois, car on y percevait les cotisations pour le FLN ; nous avons encore en mémoire les gros titres des journaux locaux, pas toujours innocents, lorsqu'un règlement de comptes avait eu lieu dans une cité industrielle de la vallée de la Meuse.

Il y a quatre ans, profitant de circonstances favorables — d'excellentes relations avec le consul d'Algérie —, j'avais tenté de commencer un dossier sur les « épisodes ardennais » liés à la guerre d'Algérie. J'obtins beaucoup de promesses et on entretint mon espoir quelque temps. Mais je dus me rendre à l'évidence, on ne me dirait rien du côté algérien. La raison en était toute simple : les morts algériens étaient la conséquence des affrontements sanglants qui opposèrent les militants favorables à Messali Hadj et ceux du FLN. Le consul d'Algérie m'avoua que, dans le milieu des années 1980, une de

ses tâches était d'organiser le rapatriement en Algérie de corps de sympathisants de Messali Hadj, morts au cours de luttes fratricides, rapatriement enfin autorisé par le gouvernement algérien... Les membres de la communauté algérienne qui avaient participé à ces combats refusèrent de témoigner. Il en fut de même pour ceux qui avaient eu maille à partir avec la police française au cours d'opérations de passage d'argent en Belgique ou d'entrée d'armes en France.

Finalement, frère résultat de ce début d'enquête, le seul témoignage que j'ai pu recueillir a été celui d'un médecin habitant à Revin, pendant cette période. Il appartenait à une organisation trotskiste de l'époque qui pratiquait l'entrisme au sein du PSU.

« J'ai d'abord écrit une lettre prudente à Messali Hadj (en résidence surveillée à l'hôtel Bellevue à Niort), qui était alors le leader incontesté du mouvement nationaliste algérien.

« J'ai reçu une réponse prudente elle aussi. J'ai renvoyé une lettre plus engagée et j'ai également reçu une lettre plus précise me donnant le conseil de prendre contact avec Maklouf à Revin.

« Ce fut fait mais Maklouf nous donna un rendez-vous à la Bouverie pour tâter nos réactions sur l'assez long chemin jusqu'au café du Centre. En fait, les Algériens n'avaient pas besoin de nous pour passer l'argent en Belgique, ils connaissaient aussi bien les chemins de traverse... Ils me firent quand même un test : m'arrêter sur la route et faire semblant d'être en

panne pour pouvoir transborder du matériel d'une voiture à une autre.

Ce qu'ils considéraient comme primordial, c'était l'information des Français, donc *L'Espoir* (journal du PSU ardennais). Andrée Viénot joua là un grand rôle ; elle avait des contacts à Paris.

Il y eut un congrès en Belgique qui fut décisif pour les rapports FLN-MNA. Messali Hadj fut mis en minorité par les centralistes et le CRUA naquit. La majorité de la fédération des Ardennes du FLN se rangea du côté du CRUA contre Messali Hadj. Mais cela ne se fit pas d'un bloc : il y eut des différences de ville à ville. Les premiers affrontements eurent lieu dans l'Est, chacun disant que l'autre avait commencé. A Fumay, il y eut huit morts : trois messalistes, trois FLN, un gendarme, je ne sais plus rien sur le huitième. J'ai soigné un blessé du FLN à Revin pour une blessure bénigne. »

Voilà donc le seul élément récolté sur une période qui doit, si l'on veut connaître l'histoire de notre pays, être enfin mieux cernée. Mais les langues refusent de se délier et les administrations attendront au mieux les délais réglementaires pour fournir les renseignements qu'elles possèdent, au pire, elles les prolongeront !

Il est cependant un élément sur lequel on peut — on doit — travailler : la presse locale qui a façonné plus d'une mentalité et qui s'est fait l'écho, de temps à autre, des « événements d'Algérie ». Les éditions Terres Ardennaises y sont prêtes.

Jacques LAMBERT

Souvenirs et réflexions



L'indépendance, une journée sanglante à Oran. Photo Marc Riboud/Magnum.

Quel peut être mon regard aujourd'hui et mon témoignage devant l'Histoire, né en Algérie à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et ayant vécu dans ce pays jusqu'en 1980, avec une absence de 1962 à 1965 et de 1969 à 1970 ? L'horreur a commencé pour moi en 1955 quand l'armée exposait sur la place publique les officiers « fellaghas » tués. L'année suivante, rentrant chez moi, je me trouvais à trois coins de rue d'une salle de cinéma, en fin d'après-midi, un jour d'automne. Je venais d'entendre une explosion sourde et vrombissante, je courais jusqu'à mon domicile mais arrivé à la rue du cinéma, je m'arrêtai pétrifié : des gens couraient, se bouscullaient, criaient. De l'autre côté de la rue, je vis tel un fantôme une forme humaine, ensanglantée, se tenant les entrailles à deux mains, tituber et s'effondrer sur le trottoir et la route. Les spectateurs étaient tous algériens, et le lanceur de grenade avait agi pour le compte du FLN. L'horreur est dans l'imagination, car même si on n'est pas témoin, on reconstitue l'horreur : un voisin, un parent mitraillé, brûlé et quelquefois torturé, éprouvent les sens de l'adulte et meurtrissent toute la générosité de l'enfant. On peut avoir du dégoût et du regret parce qu'on pense ne pas avoir rempli son rôle de citoyen afin d'empêcher le pire, l'escalade, mais est-ce suffisant ? Au début de l'année 1962, je revenais de l'école normale d'Alger qui avait fermé définitivement. Dans le compartiment du train, un Algérien voyageait. En gare du Sig, nous lui indiquons qu'à la prochaine gare il faut qu'il descende car arriver à la gare d'Oran, c'était signer sa mort. Au Telagh, nouvel arrêt et, devant notre insistance, il se lève et disparaît dans le couloir. Jusqu'au terminus, la conversation portait sur le manque d'informations données aux voyageurs et sur les risques qu'ils couraient à descendre dans telle ou telle gare selon leur « race ». Nous nous sommes aussi étonnés que le voyageur n'ait pas parlé. Terminus gare d'Oran. Je sortis du hall et restai quelques instants sur le trottoir, le hall se vidait rapidement. Je me décidais à me diriger vers un taxi quand un claquement sec jeta un silence immédiat, troublé par le bruit d'une voiture qui filait.

Je me retournai et distinguai bien à une vingtaine de mètres le corps allongé ; instinctivement je m'approchai et regardai de l'autre côté le visage intact. C'était mon compagnon algérien de voyage abattu par l'OAS. Avait-il compris ce que nous lui disions, ne nous avait-il pas cru, voulait-il braver l'absurdité de ces actes, pensait-il que les attentats n'arrivent qu'aux autres ? J'avais pleuré et le chauffeur de taxi avait dit : « C'est fini maintenant, bientôt ce sera l'indépendance, peut-être faudra-t-il qu'on parte tous, peut-être que ça se passera comme avant et chacun oubliera. Tiens regarde les Français et les Allemands aujourd'hui ; eh bien ! ça sera peut-être la même chose. » Il y avait une différence importante : il s'agissait de deux peuples, deux nations avec chacun son territoire.

Je me souviens, après l'indépendance, avoir retrouvé de nombreux camarades algériens, mais avoir noué également de solides relations amicales avec d'autres : enseignants, commerçants, industriels, coiffeurs, épiciers, hauts fonctionnaires, militaires, vendeurs aux puces. Certains étaient anciens « fellaghas ». En général, nous parlions peu de la révolution et jamais l'un d'entre eux ne s'est vanté d'un fait de guerre. Mais en revanche, quand une anecdote pouvait introduire une histoire drôle, l'humour moqueur laissait la place à l'événement.

Un pays, des hommes

C'était un samedi du mois d'avril 1966. Nous étions assis à la terrasse d'un café à Mohammedia (ex-Perrégaux) et nous discutions encore du passé récent, des événements actuels depuis la prise de pouvoir par Boumédiène. Nous étions « entre nous » (entre pieds-noirs). Je racontais que l'endroit où nous étions était un témoin tragique des événements passés. Ici même, sur cette terrasse, en 1961, le FLN lançait une grenade. Parmi les victimes, on relevait le corps d'un collègue normilien de troisième année à Oran, en vacances de printemps. J'appelai le garçon pour lui demander l'addition, il s'approcha pour me dire que la note était payée et, comme je protestais auprès de mes amis, il me confia que le payeur se trouvait autour de la table du fond de la terrasse. Je m'en approchai. Parmi la dizaine de personnes assises, toutes algériennes, je reconnus rapidement le présumé payeur. Avant même de prononcer un mot, nous étions tous les deux face à face, les bras ouverts. Une longue embrassade, des paroles traditionnelles de courtoisie puis des informations sur nos situations réciproques, mais aucune allusion au passé. Il avait quitté les cours complémentaires d'Aïn-Témouchent à la fin de la quatrième, en 1958, et on avait appris qu'il avait rejoint le maquis. Il habitait près de chez moi et

semblait très heureux de me retrouver. Il me dit simplement en nous quittant : « Il faut rester ici ; on a besoin de vous ; viens me voir à Relizane, on parlera ! »

Quelques jours plus tard, je racontai l'aventure à des collègues du CEG, tous coopérants venus de « Métropole », animés d'une franche conviction d'aider le nouveau pays indépendant et très réservés à l'égard de ces Français, anciens résidents d'Algérie, restés ou revenus, ces colonisateurs responsables de la révolution, ou plutôt responsables de la durée de la guerre. Certains souriaient, manifestant ainsi leur scepticisme, d'autres leur réprobation en écoutant mon histoire. Je ne protestai pas mais compris que durant des années l'histoire, les journaux, la télévision avait fourni des clichés, d'abord pour justifier l'intervention de l'armée française puis pour justifier l'accession à l'indépendance. Contre le gré surtout des Européens de ce pays, ces maudits pieds-noirs, tous colonialistes, ayant tous fait suer le burnous à ces populations pauvres, sans droit. Combien ce mot aura été chargé de haine, d'incompréhension, d'injustice. Et pourtant, s'il faut faire la vérité dans l'histoire de la guerre d'Algérie, il faudrait commencer par ces vérifications. Ces travailleurs qu'on appelait colons étaient comparables aux paysans des campagnes françaises, avec des terres de plusieurs dizaines d'hectares certes, mais debout aux premières lueurs du soleil, aux champs avec leurs ouvriers agricoles, et perpétuant le dur labeur de leurs ancêtres, révolutionnaires déportés dès 1830 ou 1848, déplacés par l'Empire ou la République comme indésirables sur le sol métropolitain, d'autres fuyant la misère, venus de France, d'Espagne ou d'Italie et d'autres encore subjugués par l'aventure ou, plus simplement et plus difficilement à admettre, épris d'une solidarité universelle. Cent trente ans après, cela donnait une communauté mosaïque, plurielle, dont la proportion des colons était minoritaire : 5 % de gros colons, propriétaires de domaines de plusieurs centaines d'hectares. N'oublions pas la majeure partie de la population européenne constituée de fonctionnaires, de commerçants, d'artisans, d'employés et d'ouvriers. Ils étaient présents avec leurs compatriotes algériens, tunisiens, marocains, sénégalais, au débarquement de Provence, durant la bataille du Monte Cassino en Italie (Tirailleurs, Tabors, Spahis).

L'Indépendance et ses conséquences

Il ne faut pas occulter le drame du 17 octobre 1961 à Paris mais il ne faut pas non plus jeter un voile sur le drame du 5

juillet 1962 à Oran, jour de l'indépendance, jour de nombreuses exécutions de rues, d'enlèvements perpétrés à l'encontre des populations européennes sous le regard indifférent des troupes françaises encore stationnées et obéissant aux ordres. Combien de victimes : des centaines ? des milliers ? Va-t-on un jour en parler dans une émission télévisée et inviter des témoins oculaires ? Essaiera-t-on d'expliquer pourquoi ces massacres à Oran ? Dernière vengeance d'une population, actes de guerre de troupes de libération venues du Maroc et frustrées de batailles ? Volonté politique de porter un grand coup d'émotion à cette deuxième ville d'Algérie, Oran la toujours rebelle, déjà au temps des Romains, puis des Arabes, des Espagnols, des Turcs et qui lançait un défi, le jour de l'indépendance, en gardant une population en grande majorité européenne. L'effet a été immédiat : dans la semaine qui a suivi, l'aéroport et les quais du port furent submergés ; l'exode commença, le « retour massif des pieds-noirs » en Métropole et l'étonnement des autorités françaises non préparées à l'accueil et n'ayant pas prévu l'arrivée de familles avec simplement une valise. Mais où sont donc tous ces colons richissimes ? Il y a bien longtemps qu'ils sont sur le sol français et qu'ils ont rapatrié leurs biens ou bien négocié leur abandon.

L'histoire de la guerre d'Algérie doit s'attarder sur les liens qui unissaient les communautés, des liens forgés par les épreuves du temps qui transformèrent l'amour des êtres en haine, et plus l'un est fort et plus l'autre le deviendra. Une autre situation se caractériserait par l'indifférence. Et ce n'est pas le cas, surtout aujourd'hui en 1992. La France ne peut pas être indifférente à l'épreuve que connaît l'Algérie.

La guerre d'Algérie est une révolution légitime. D'ailleurs, elle aurait pu être celle de tous les résidents de ce pays. La Tunisie et le Maroc ont eu leur indépendance mais la lutte n'a pas duré huit ans et ne s'est pas transformée en guerre. Le fait qu'il s'agissait de protectorats alors que l'Algérie était un département ne suffit pas à justifier l'attitude de la puissance administrative, politique et militaire de la tutelle française, responsable à mon sens d'avoir agi sur l'imagination des citoyens pour leur faire croire que la France avait un territoire qui s'étendait bien de Dunkerque à Tamanrasset. Avec le recul du temps, j'ai l'impression aussi que l'Algérie était le champ d'entraînement des luttes d'influence politique des nouveaux pouvoirs pour diriger la République.

Savoir et faire savoir

DÉFENSE DES LIBERTÉS ET DE LA PAIX

CENTRE D'INFORMATION ET DE COORDINATION

COMITÉ DE PATRONAGE

M^{me} VERGÈS
 M^{me} PICHON
 J.-P. SAÏZON
 J. CHAMPREDON
 J. PAVILLON
 J.-M. DORVILLE
 BANJA DEL PARTO
 PAVIERE YOUNG
 A. PILLON
 G. BOY
 B. NICOLE
 J.-G. MAYNIE
 H. MARON
 C. BOUDET
 E. BOURGOT

SECRETARIAT

BRUNO BARRAT
 HOLLAND MARON
 MARIKOR PAGOT
 14 ter, Rue du Landy
 CLICHY (Seine)
 Téléph. - PER. 74-76

vous invite à assister le

LUNDI 24 FÉVRIER, à 20 h. 45

GRANDE SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
 8, Rue Danton, 8 - PARIS (6^e)
 Métro - Saint-Michel - Odéon

GRANDE RÉUNION D'INFORMATION

La vérité sur les affaires

Maurice AUDIN Henri ALLEG
 DISPARU EMPRISONNÉ

Abdelkader et Jacqueline GUERROUDJ
 CONDAMNÉS À MORT

sous la présidence de Louis-Martin CHAUFFIER, avec la participation de
MM. Jules BORKER, Michel BRUGUIER et Henri DOUZON
 AVOCATS À LA COUR

Exposé de P. STIBBE, avocat à la Cour
" LA DÉGRADATION DE LA JUSTICE ET LA RÉPRESSION EN ALGÉRIE "

TÉMOIGNAGES ET MESSAGES

de Mme Simone de BEAUVOIR, Mme Denise WALBERT,
 Mme Jeanine BELKODJA, MM. Albert CHATELET, DE FOSSEL,
 Laurent SCHWARTZ, Jean-Paul SARTRE et Jacques MADAILLE.

Un extrait donnera lecture des passages du document qu'Henri ALLEG a rédigé
 en prison et qui est publié, cette semaine, aux Éditions de Minuit, sous le titre " LA QUESTION ".

Invitation de la part de
 pour M

Pour permettre le déroulement de nos activités et de cette réunion, nous prouvons venir
 votre contribution à notre

C. C. P. PARIS 16-162-83, A. SCHMIT, 14 ter, Rue du Landy, à CLICHY (Seine).

DIFFUSEZ

- " LES DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE " édités par le Centre
- G. ARNAUD et J. VERGÈS " Pour Djamilia BOUBRIED "
- H. ALLEG " LA QUESTION "
- " LES RAPPETES TÉMOIGNEMENT " édité par le Comité de RÉSISTANCE SPIRITUELLE
- Vous pouvez vous procurer ces documents ainsi que tous les ouvrages concernant l'ALGÉRIE à notre Secrétariat

T. S. V. P.

En février 1958 parut aux Editions de Minuit un court ouvrage qui se terminait ainsi : « Il faut pourtant qu'ils (les Français) sachent ce qui se fait (les tortures) ici (en Algérie) en leur nom. » Son titre était *La question* ; son auteur, Henri Alleg, était détenu à la prison centrale d'Alger. Dénonciateur, l'ouvrage fit grand bruit. A tel point qu'il fut le premier livre saisi pendant la guerre d'Algérie. La publication d'un extrait de *La question* dans le manuel d'histoire de terminale édité chez Belin en 1989 paraît avoir été un choix d'autant plus judicieux que se rouvre, à l'heure actuelle, un débat sur la guerre d'Algérie où certains aspects devraient sortir de l'ombre.

En effet, ce qui se fit à l'époque en Algérie au nom des Français a posé, et continue de poser, de douloureux problèmes de connaissance et de mémoire. Stimulés par ce qui semble être en partie hérité des effets de la « guerre sans nom », la recherche historique et l'enseignement se repenchant légitimement sur celle-ci.

Former et informer

« Il fallait que je dise tout ce que je sais », écrivait H. Alleg dans le dernier chapitre de *La question*. Savoir et faire savoir furent la vocation et l'effet de l'écriture de la torture. N'est-ce pas aussi la vocation de l'historien et de l'enseignant ? La pertinence du rapprochement entre ce que fut *La question* pour une partie de l'opinion d'alors, et ce que pourraient être les manuels d'histoire dans un travail de formation de celles d'aujourd'hui et de demain, paraît s'imposer. L'extrait publié par le manuel concentre des traits significatifs de certains problèmes politiques et moraux que la guerre d'Algérie posa à la France et au monde.

Entre les conflits de décolonisation et l'ultime crise de la IV^e République, origine de la V^e, la guerre d'Algérie pose problème quant à son « classement » dans l'ordre des événements. Le dossier du manuel où est placé l'extrait de *La question* s'intitule : « Le drame de la IV^e : l'Algérie ». En outre,

dans les propos pour le moins menaçants envers une République singulièrement assimilée à « Duclos » et à « Mitterrand », que l'auteur prête à un « para », on perçoit un problème de fond. L'autonomie et le pouvoir de fait de l'armée en Algérie, avec pour conséquence le champ libre à l'emploi des méthodes que décrit *La question*, ne conduisirent-ils pas à la défaite politique de ceux qui les cautionnaient, à un profond traumatisme moral, à une décolonisation mal vécue, mal mémorisée. L'allusion à la guerre d'Indochine que fait le même tortionnaire souligne la prégnance des contradictions propres à la décolonisation dans la cruauté et l'horreur qu'engendra la guerre d'Algérie. Celle-ci ne fut qu'un des drames de la IV^e, le terme ultime de réalités historiques qui la cessaient après l'avoir constituée. Parmi elles, la guerre froide, la crise de valeurs liées à la Seconde Guerre mondiale. Le souvenir de celle-ci sous-tendait la vie et l'imaginaire politiques, à l'instar, dans une certaine mesure, du rôle de la guerre

Les soussignés :

— protestent contre la saisie de l'ouvrage d'Henri Alleg « La Question », et contre toutes les saisies et atteintes à la liberté d'opinion et d'expression qui l'ont récemment précédée,

— demandent que la lumière soit faite, dans des conditions d'impartialité et de publicité absolue, sur les faits rapportés par Henri Alleg,

— soumettent les pouvoirs publics, au nom de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de condamner sans équivoque l'usage de la torture, qui déshonore la cause qu'il prétend servir,

— et appellent tous les Français à se joindre à eux en signant la présente « adresse solennelle », et en renvoyant à la Ligue des Droits de l'Homme, 27, rue Jean-Dolent, Paris (14^e).

André MALRAUX,

Roger MARTIN DU GARD,

François MAURIAC,

Jean-Paul SARTRE.

NOM, ADRESSE

SIGNATURES

1. _____

2. _____

3. _____

4. _____

d'Algérie aujourd'hui. Si le « para » s'assimile lui-même à la « gestapo », c'est dans un contexte où les références à l'Occupation, à la Résistance et à ses martyrs, à la Collaboration, au sens des termes de « nation » et de « patriotisme », étaient permanentes dans les débats et les affrontements politiques et moraux, comme dans les dilemmes individuels.

« En attaquant les Français corrompus, c'est la France que je défends. » Tout comme cette citation qui sert d'épigraphe à *La question*, l'ouvrage, stigmatisant des aspects cruciaux de la guerre d'Algérie, souligne combien peut s'établir la filiation entre ces moments, où le sentiment de trahison, généralisé, génère la haine, la culpabilité, la dissimulation et l'oubli. De l'Occupation à la guerre d'Algérie, et de celle-ci à aujourd'hui, n'en est-il pas ainsi ? La disparition d'« Audin », Maurice Audin, camarade d'Alleg, rend sinistrement vraisemblable l'autoproclamation de « gestapiste » par le « para ». Mais si pour Audin et Alleg, « Européens », il y eut des « affaires » qui émurent une partie de l'opinion, ce fut rarement le cas pour les milliers d'anonymes qu'évoque la phrase qui suit immédiatement l'extrait : « J'eus le temps d'apercevoir un musulman qu'on relevait à coups de pied et qu'on chassait dans le couloir. » Cette précision participerait d'une mémoire commune aux deux rives.

« Si, répondis-je encore, tout se sait toujours. »

A ces aspects que l'on peut relever dans l'extrait s'ajoute ce qui constitue la spécificité et la valeur de *La question*.

La grande force de ce livre réside d'abord dans l'écriture de la torture. Celle-ci donne toute sa puissance à un témoignage qui ne fut ni le seul ni le premier. Le récit, dépouillé comme peut l'être la victime face aux tortionnaires, fait — par

sa précision, sa rigueur et sa sobriété — se détacher la violence des faits réels de l'« euphémisation » qu'entraîne inévitablement le passage dans l'écrit, de l'« emphatisation » que risque tout témoignage individuel. Lancé comme un appel, ce récit ne fut pas seulement la relation d'un événement mais lui-même un événement. L'écriture de cet ouvrage et la résistance à la torture qui y est décrite participèrent du même combat, de la même violence sur soi, sur les mots, et par suite sur les lecteurs.

De ce fait, on peut estimer que *La question* a une grande valeur pédagogique. Cependant cette pédagogie n'est pas celle de l'horreur. A l'horreur comme « repoussoir-fascination », elle préfère le combat victorieux comme « stimulation-attraction ». Cela fut salué par Edgar Morin dans *France Observateur* : « *La question* nous arrive en pleine figure pendant la guerre d'Algérie. Il faudra que chacun regarde *La question* en face et réponde à la question posée. » (20 février 1958.) Jean-Paul Sartre prit acte dans *L'Express* : « Avec *La question*, tout change : Alleg nous épargne le désespoir et la honte parce que c'est une victime et qui a vaincu la torture. » (6 mars 1958.) Les deux journaux furent saisis. L'histoire de *La question* est aussi celle de la remise en cause des libertés publiques pendant la guerre d'Algérie. Le livre, sorti le 18 février fut saisi le 27 mars. Fidèle à l'édition de 1958, le manuel ne transcrit que les initiales des tortionnaires. A l'époque, l'éditeur avait souligné dans la préface : « C'est à la justice seule à démasquer et à sanctionner les responsabilités individuelles... » La procédure dans la plainte d'Alleg pour tortures et sévices ne fut pas menée à son terme ; pas plus qu'elle ne le fut dans l'instruction ouverte contre X pour démoralisation de l'armée suite à la parution de *La question* et à sa saisie. Rien n'a donc jamais été démenti des faits décrits dans *La question*.

Avec les séries de mesures d'amnistie, une responsabilité collective a été entérinée. Ce « replâtrage » juridico-légal a été la pierre angulaire d'une « gangrène » faite pour en masquer une autre : à la volonté de ne pas savoir s'est rapidement substituée celle d'oublier. Or il semble qu'aujourd'hui cet « oubli par le refoulement » achoppe sur une curiosité réactivée par de multiples événements et commémorations. Quand, depuis leurs racines, les souffrances, les dénis de justice et les silences ont perduré, l'oubli serait de l'aveuglement. Entériner l'oubli comme on le fit pour le silence, ou bien y mettre fin (sans ranimer de nouvelles « guerres sans nom »), tel est l'enjeu qui se pose aujourd'hui. Ecrire, lire *La question* répondait à un souci de vérité. Le lire encore, tenir compte de ses enseigne-

ments pour se souvenir, pour réfléchir sur la mémoire de cette guerre dans le cadre d'un colloque, participent d'un souci de vérité du même type. Le mérite du manuel édité par Belin est, par le choix judicieux et original des textes de son dossier sur l'Algérie et la « IV^e », d'ouvrir la route à de telles perspectives.

Alexis BERCHADSKY

La torture dans les manuels

Le manuel édité par Belin n'est certes pas le seul à parler de la torture et des méthodes de la « pacification ». Toutefois, parmi les manuels de terminale parus en 1989 (derniers programmes), il est, sur ce point, le plus riche. Le dossier « Le drame de la IV^e : l'Algérie », comprend une sous-partie intitulée : « La crise de conscience ». Outre l'extrait de *La question*, un passage de *La torture dans la république*, de Pierre Vidal-Naquet, (Editions de Minuit, 1972), est cité sous le titre « Massu à Alger ». Il donne une idée de l'étendue de l'emploi des « interrogatoires renforcés », et de la justification qu'en donnèrent les responsables. Enfin, une question de réflexion est posée par le dossier à son utilisateur : « Pourquoi le recours à la torture a-t-il provoqué une si vive émotion en France métropolitaine ? »

Cette émotion, en France et à l'étranger, est rapidement évoquée, au fil du texte, par le manuel paru chez Nathan. Celui-ci signale aussi l'utilisation de la torture, pendant la « bataille d'Alger », et le silence complaisant des gouvernants de la IV^e. Le manuel édité par ISTR, fait les mêmes allusions, précisant, en outre, la division de l'opinion et la révolte des « intellectuels » (J.-P. Sartre) et des chrétiens progressistes (F. Mauriac). Dans la collection « Gregh », chez Hachette, le manuel illustre, en marge, « un drame de conscience : la torture », par deux extraits... L'un, issu d'un ouvrage du colonel Argoud, ancien cacique au « temps des colonels », puis lié à l'OAS, légitime la torture a posteriori comme un « acte de guerre » (*La écandence, l'imposture et la tragédie*, Fayard, 1974). L'autre est un passage de la lettre de démission de Paul Teitgen, alors secrétaire de la police à Alger. Il ne put jamais admettre de « couvrir » la pratique des tortures qu'il y a quatorze ans il subissait personnellement dans les caves de la gestapo. « La France risque, au surplus de perdre son âme dans l'équivoque », ajoutait-il. Aucun outil de lecture n'est apporté à cette confrontation de documents ; l'évocation s'en tient là. Enfin, le manuel édité par Hatier dans la collection « Barstein/Milza », n'emploie à aucun moment le terme de « torture ». Il y est simplement fait allusion à une certaine dérive de l'armée, liée à la pression qu'exerçait la population européenne d'Algérie.

A la fois les plus utilisés et les plus représentatifs, ces manuels peuvent être considérés comme significatifs du traitement de certains aspects de la guerre d'Algérie par l'enseignement secondaire. Le caractère lacunaire des informations apportées sur des aspects parmi les plus déchirants de cette guerre est, somme toute, troublant. N'est-ce pas une des vocations du colloque à venir que d'y réfléchir ?

A.B.

UNE GUERRE SANS NOM

Un film pour donner la parole

Entretien avec Bertrand Tavernier

« Racontez-moi l'histoire du fantassin, je vous dirai l'histoire de toutes les guerres. »

Rudyard Kipling

Dans *La Vie et rien d'autre*, Bertrand Tavernier évoquait les années qui suivirent la fin de la Première Guerre mondiale. Quatre ans après, le réalisateur délaisse la fiction historique et propose un immense documentaire de quatre heures sur un épisode douloureux de l'histoire contemporaine. *Une guerre sans nom* est la chronique du quotidien des trois millions d'appelés et de rappelés qui, entre 1954 et 1962, se sont retrouvés engagés dans une guerre qu'ils ne comprenaient pas.

■ Pourquoi avoir préféré le documentaire à la fiction pour évoquer la guerre d'Algérie ?

■ **Bertrand Tavernier** : Je ne voulais pas refaire les films de René Vautier ou d'Yves Boisset, *Avoir vingt ans dans les Aurès* et *RAS*. Même si ces films m'ont profondément ému. Je n'ai donc jamais réellement cherché un angle pour tourner une éventuelle fiction. Je sentais que la guerre d'Algérie portait toujours en elle tellement de questions morales que je ne pouvais l'aborder que par le biais du documentaire. De même, je n'arriverai jamais à construire une fiction sur les camps de concentration. Le sujet serait alors trop douteux, trop indécent, immoral. Le documentaire, réalisé dans la région grenobloise, m'a également permis de me libérer de la vision parisienne et française d'une guerre ramenée exclusivement, comme l'a souligné Gilles Perrault, à la bataille d'Alger. Pourtant, beaucoup de témoignages présentés dans ce documen-



Bertrand Tavernier. Photo D.R.

taire pourraient susciter d'extraordinaires films de fiction. Un jour peut-être, j'en ferai un...

■ Quelle démarche avez-vous choisie, vous et Patrick Rotman, pour réaliser ce film ?

■ Nous avons voulu faire un film pour donner la parole. Avec une absence totale de préjugés. L'Histoire m'intéresse davantage par les conséquences des événements plutôt que par les événements eux-mêmes. Je veux comprendre les hommes, leurs pensées et leurs émotions, la façon dont ils réapprennent à vivre. Cela me semble plus important que de filmer des scènes de batailles. Nous pourrions résumer l'idée directrice de notre documentaire en une formule : avoir vingt ans et être dans une guerre. Nous avons refusé de ne sélectionner que des cas sensationnels. Lors de la préparation, nous avons rencontré une soixantaine de personnes ; une trentaine ont finalement été retenues. Au début, certains témoins avaient peur de se faire piéger. Je les comprends, la mode est à l'exhibitionnisme, au sensationnalisme, à la recherche de la petite phrase. La guerre d'Algérie, par exemple, est très souvent ramenée exclusivement à

la torture. Mais, très vite, tous ont compris que nous n'étions pas là pour les piéger ou les provoquer. Ce film est la radiographie d'une réalité. Il essaie de montrer les gens dans leurs erreurs ou leurs horreurs, empêtrés dans une méconnaissance absolue du terrain, de l'adversaire, de la civilisation arabe. La création des harkas en est l'illustration parfaite.

■ Justement, on peut peut-être vous reprocher d'ignorer certains drames, celui des harkis par exemple, ou de rester très détaché des événements strictement historiques, le 13 mai 1958, etc.

■ Je suis exaspéré par l'attitude qui consiste à insister en permanence sur ce qu'un film ne dit pas, sur ce qu'il n'est pas ! C'est la même attitude que celle d'aller dans un restaurant chinois pour commander un couscous. Cette réaction est terrifiante, terriblement décourageante. Avec Patrick Rotman, nous avons décidé de centrer le sujet sur les appelés et les rappelés. Que dire de plus ? Mais c'est vrai, il y a, envers les anciens harkis, une ignominie aussi grande que celle qui frappe actuellement les hémophiles. La manière dont la France s'est conduite est

un acte d'assassinat dont on ne sait pas s'il est dû à une gigantesque incompetence ou à un calcul sordide.

■ *Durant le tournage, avez-vous été surpris par les réactions des témoins à l'évocation de leurs souvenirs ?*

■ Tout à fait. J'ai été étonné par le nombre de personnes qui craquaient, étonné de constater combien ces hommes avaient été traumatisés. Je pense que leur traumatisme a encore été augmenté par le non-dit qui a entouré la guerre d'Algérie. Beaucoup de témoins parlaient pour la première fois. Ils n'avaient jamais parlé auparavant parce que personne ne les avait jamais interrogés. Durant trente ans, ils ont tout subi : le silence, une culpabilité épouvantable, l'irresponsabilité de gens haut placés qui, après les avoir envoyés là-bas, les ont abandonnés sans jamais faire un geste, non pas pour excuser, mais pour leur redonner une dignité. Ces hommes ont été blessés, traumatisés, témoins de tortures et de massacres... J'ai ainsi découvert, stupéfait, qu'un homme qui avait perdu une jambe en Algérie n'était pas pensionné comme invalide de guerre. Après l'acte criminel de les avoir projetés dans une guerre colonialiste qu'on était incapable d'assumer, on s'est déshonoré. La fable des gouvernants selon laquelle il s'agissait simplement d'une opération de police est totalement détruite. C'était une guerre.

■ *Lors du montage, vous avez respecté les silences, les langages, les digressions... Ces témoins parlent avec beaucoup de vérité, beaucoup de sincérité...*

■ La première réaction d'Alain Resnais, après avoir visionné le film, a été de dire : « J'ai l'impression d'avoir vu la guerre racontée par les gens que je croise dans le métro. » Au montage, j'ai essayé de « construire » les entretiens sans manipuler, de faire comprendre ce que ces hommes étaient au moment de la guerre, ce qu'ils sont devenus après. Je devais les respecter, ne pas couper pour que ces hommes puissent exister à l'écran. A la fin du film, je crois que le spectateur se retrouve face à de vrais personnages. Même leurs détours et digressions sont significatifs. Ils sont là pour retarder le plus possible le moment d'affronter une scène impossible à raconter.

■ *Au risque, parfois, de donner une présence à un terme comme « fell », par exemple, qui possède une connotation particulière ? Cela ne risque-t-il pas de nourrir les actuelles mentalités de rejet et de racisme ?*

■ Mais ces hommes parlaient comme ça ! Dans leur bouche, il n'y a rien de méprisant. C'est un fait, simplement. C'est de ne pas laisser ce vocabulaire qui aurait

été malhonnête. Mais c'est vrai, il y a toujours eu, chez les Français, un fond de racisme. Dans le film, on voit bien les racines de certains problèmes actuels : l'exclusion, le rejet, le mépris... Je ne pense pas que les documentaires exacerbent ces attitudes. De plus, on perçoit très bien le respect de ces témoins pour le combattant adverse. Avec Patrick Rotman, nous n'avons pas abordé ce film avec une vision manichéenne, nous n'avons pas voulu nous protéger par une espèce de bonne conscience facile. C'est pour cela que je suis irrité quand j'entends les spectateurs rire de certains témoignages qui, tous, expriment une opinion. C'est très facile, aujourd'hui, de le prendre de haut. Il faut rejeter cette ridicule idéologie du café de Flore ! Je n'aime pas cette démarche tout à fait parisienne qui est de ricaner. Nous avons essayé de filmer comme si les gens avaient raison au moment où ils parlent, en considérant que le public est suffisamment intelligent pour opposer, par lui-même, ces témoignages.

■ *La dernière séquence, qui se déroule à l'intérieur d'une clinique où sont soignés d'anciens appelés ou rappelés, malades mentaux, est particulièrement poignante...*

■ Quand Georges Mattei, qui a mené l'enquête, m'a parlé pour la première fois de cette clinique, j'ai immédiatement pensé à John Huston et à ses documentaires extraordinaires, *La bataille de San Pietro* ou *Let there be light* notamment. Il avait tourné un reportage terrible sur les gens « choqués » après le Vietnam. Dans cette clinique située en région grenobloise, où erraient des anciens appelés décorés, je me sentais comme Georges Franju réalisant *Hôtel des Invalides*. C'était quelque chose de terrifiant. A un moment, on a renoncé à tourner. En France, on ne parle jamais de ces malades. Savez-vous que les associations d'anciens combattants d'Algérie ont dû lutter durement pour obtenir une reconnaissance. Si une maladie, physique ou mentale, se déclarait six mois après le retour d'Algérie, elle ne pouvait être prise en compte comme une suite de la guerre. Je pense que la France est le seul pays qui refuse de se pencher sur l'état des malades mentaux. En fait, ce film nous a permis de « balayer devant notre propre porte »...

Propos recueillis par Gilles MANCERON et Jean EYMERY

Une guerre sans nom

de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman
Enquête de Georges Mattei

C'est la vie éprouvée à travers la mémoire, la vie... et rien d'autre. Les visages, les paroles, même les silences disent les souvenirs trop longtemps laissés « de côté ». Ils sont une trentaine, vingt-huit exactement, d'origine grenobloise. Pourquoi Grenoble ? Parce que dans cette ville, le 8 mai 1956, se déroula, à l'initiative des mères et des fiancées, l'une des plus importantes manifestations organisées contre le départ des rappelés omnibus Grenoble-Chambéry bloqué, grue renversée...

Ils avaient vingt ans entre 1954 et 1962. Dans un huis clos d'une intimité pudique, face à une caméra immobile, à l'écoute, ils parlent, pour la première fois, d'une guerre qui n'est pas celle enseignée dans les manuels d'histoire. Une guerre racontée et non expliquée, une guerre d'Algérie sans l'Algérie, sans les dates et les communiqués d'états-majors, une guerre sans même les Algériens.

Ces hommes sont les personnages du film sans en être les acteurs. Ils parlent, sans se mettre en scène. On les écoute, irrités ou émus, troublés. Ils se rappellent les fausses lettres rassurantes envoyées à la famille, la « Kro » (nenbourg), les BMC (bordels militaires de campagne). Ils feignent de se perdre dans les détails... reviennent à l'essentiel : « C'est une guerre qu'on a fait en schizophrène », dit l'un d'eux. « Je ne pardonnerai jamais aux bourreaux de m'avoir rendu com-



La guerre sans nom. Photo D.R.

plice », dit un autre. Après avoir « fermé la gueule » durant tant d'années, ils osent enfin se dévoiler, en toute confiance. Parce que le regard attentif et discret que pose sur eux Bertrand Tavernier est une invitation à la discussion. « Après les missions, les gens revenaient avec des envies de meurtre envers celui qui avait donné l'ordre... » De retour à Grenoble, je surveillais les crêtes, je cherchais les coins à embuscares. » *Une guerre sans nom* est un documentaire propre, sincère, sans aucun dérapage dans le voyeurisme. Volontairement, Rotman et Tavernier ont délaissé les images d'archives. Car elles ne sont pas celles de ces hommes. Ils ont choisi des photos d'amateurs, en noir et blanc, quelquefois floues, souvent mal cadrées. Ils ont choisi la pudeur et la vérité.

Jean EYMERY

BRISER LE SILENCE DES FAMILLES

Une guerre qu'on ne raconte pas

Entretien avec Gérard Mordillat

Curieusement, Gérard Mordillat habite métro Charonne. « C'est mon destin », lance-t-il en riant. A quarante-trois ans, cet écrivain-cinéaste, réalisateur en 1988 de *Cher frangin* (1), se confronte quotidiennement à la mémoire et à l'histoire. Avec l'honnêteté et la rigueur d'un engagement sincère : « Le mensonge historique m'est insupportable. »



Gérard Mordillat. Photo Suzel Galliard.

■ Vous aviez treize ans en 1962. Quels souvenirs conservez-vous de cette époque ?

■ **Gérard Mordillat** : Mes souvenirs les plus anciens datent de 1959, quand mon frère a dû partir en Algérie. J'habitais alors dans le XX^e arrondissement, à Paris. Un quartier « rouge » : les instituteurs de mon école étaient communistes, mon grand-père, ouvrier imprimeur, était anarcho-syndicaliste. Avec la guerre, on a soudain découvert que nos amis, nos copains d'école, nos voisins étaient devenus les « autres » : des « ennemis ». Evidemment, c'était incompréhensible. Je me rappelle également très bien quand les parachutistes devaient sauter sur Paris. On était tous dans la cour de l'école pour voir où ils allaient tomber. Dans les années 1960-61,

on a vite eu le sentiment que l'Algérie serait algérienne, que la guerre s'achèverait rapidement. C'était le désir de tout le monde. Pour être franc, à cette époque, on croyait que de Gaulle était pour la poursuite de la guerre, pour une prise en main de la France par les militaires. Tous ces souvenirs sont réunis dans mon film *Cher frangin*, où j'ai raconté à la fois comment la guerre d'Algérie se vivait sur place et comment elle se vivait à Paris.

■ Dans le recueil *Trente ans après*, nouvelles de la guerre d'Algérie, vous êtes l'auteur d'un texte très dur, *Le pitaine*, dans lequel un militaire français abuse d'une jeune Algérienne. Cette nouvelle vous a-t-elle été inspirée par un témoignage ou est-ce de la pure fiction ?

■ Pure fiction ! *Le pitaine* fait partie d'un ensemble de textes que je suis en train d'écrire. Mais c'est vrai, en préparant *Cher frangin*, j'ai rencontré beaucoup de témoins. Mes « conseillers militaires » étaient des officiers et des sous-officiers parachutistes engagés dans les combats. Ils m'ont raconté comment ça se passait. J'ai beaucoup lu. La guerre d'Algérie est très présente en moi.

■ Dans votre premier film, *Vive la sociale*, l'Algérie apparaissait déjà, en arrière-fond, notamment avec cette phrase clef : « Nous n'avons rien à faire en Algérie. Ces gens-là sont comme nous et je ne veux pas avoir à leur tirer dessus. » Ensuite il y eut, bien sûr, *Cher frangin*...

■ *Cher frangin* a été un échec. J'ai fait plus d'entrées au Canada qu'en France. La seule curiosité pour cette guerre provient des journalistes qui se plaignent du peu de films tournés sur ce thème, et qui déplorent régulièrement : « Ah, c'est pas comme les Américains ! » Ils oublient que si, aujourd'hui, on tournait un film sur Waterloo, il ne serait peut-être pas nécessaire de mettre des hélicoptères pour faire « comme les Américains » ! Sur *Cher frangin*, il y a eu énormément de presse, on pouvait regrouper les articles en trois catégories : les éloges, les injures... et puis un gros tiers où les journalistes s'arrangeaient pour ne pas parler du film. C'est là que l'opinion publique française s'exprime, à travers ce refus de parler. *Outremer*, le film de Brigitte Rouan, n'a d'ailleurs pas fait plus de résultats que *Cher frangin*. Une anecdote m'a particulièrement frappé : un jour, j'étais invité à un débat organisé par Lutte ouvrière. Quatre cents personnes environ dissertaient sur la censure qui avait frappé le film. A un moment, j'ai demandé qui, dans l'assistance, était allé voir *Cher frangin* en

ÉLISE OU LA VRAIE VIE

Des destins piétinés par l'Histoire

Entretien avec Claire Etcherelli

salle. Seules quatre mains se sont levées. J'ai dit : « La censure, c'est vous. Vous êtes des militants politiques, vous vous dites concernés... En fait, vous n'en avez strictement rien à faire. » Cette attitude est générale.

■ Parvenez-vous à comprendre cette amnésie qui recouvre la période de la guerre d'Algérie ?

■ Tous les gens qui sont aujourd'hui dans une position de décision – aussi bien sur le plan politique, artistique, industriel que médiatique – sont issus de la guerre d'Algérie. Or, comme une infime minorité s'est conduite de façon décente, personne ne souhaite qu'on en parle. La guerre d'Algérie, c'est la première guerre qu'on n'a pas racontée. On ne veut pas savoir. Toutes les familles souffrent de ce secret. Elles savent, soupçonnent ou imaginent que le frère ou le père a commis là-bas des actes à ce point inavouables qu'il vaut mieux ne pas poser de question. Il faudra encore attendre longtemps avant de faire le procès de la France coloniale... puisqu'on ne parvient toujours pas à engager le procès de la France vichyste... Les Français ne supportent que l'histoire hagiographique. Un distributeur, qui avait refusé *Cher frangin*, m'avait expliqué que ça ne pouvait pas « marcher » parce que qu'il s'agissait de l'histoire d'une défaite. C'est une vérité commerciale et sociologique. Déjà, lors de *Fucking Fernand*, un film qui traitait de la collaboration, je m'étais fait injurier. Le refus de juger et de savoir est toujours là, entre nous et l'histoire. Sur le drapeau français, on devrait inscrire : « On ne veut pas savoir ».

■ Néanmoins, *Cher frangin* se termine sur une note optimiste, une sorte d'appel à la paix ?

■ Oui, j'ai sans doute été emporté par une bouffée d'optimisme – inhabituelle chez moi !... Mais j'ai compris depuis que je m'étais trompé. Si j'avais été conséquent, j'aurais plutôt tourné cette scène que l'écrivain Daniel Zimmermann m'a racontée : libéré, il rentre chez lui, s'assoit à table. Une fête a été préparée... Personne ne lui pose de question... et lui-même ne dit rien. Ce silence des familles continue aujourd'hui. Toutes les tentatives de le briser sont donc nécessaires.

Propos recueillis par Jean EYMERY

Publié en 1967, le roman de Claire Etcherelli, *Élise ou la vraie vie*, fut couronné la même année par le prix Femina avant d'être porté à l'écran en 1970 par Michel Drach. Depuis plus de vingt ans, de nombreux enseignants utilisent cette œuvre dans leurs classes. La reconstitution d'un climat historique, celui des années 1957-58, l'évocation du monde de l'usine et du travail à la chaîne, la description des attitudes de racisme et d'exclusion font de ce livre un témoignage essentiel sur une époque délicate à enseigner. Mais il est aussi, par les thèmes universels qu'il aborde, d'une aide précieuse pour comprendre la société contemporaine.

■ Comment appréciez-vous le succès qui accompagne depuis plus de vingt ans *Élise ou la vraie vie* ?

■ Claire Etcherelli : Le livre avait eu beaucoup de mal à être publié. Refusé par quatre ou cinq maisons d'édition, le manuscrit avait finalement été accepté en 1966 par Maurice Nadeau. J'étais d'ailleurs convaincue que ce roman ne recueillerait qu'un petit succès d'estime. Le prix Femina, en novembre 1967, a tout bousculé... mais sincèrement, le cadeau le plus magnifique me fut offert par les enseignants qui se sont « emparés » du roman et l'ont rendu accessible aux adolescents. Au début, j'étais sceptique sur l'intérêt que cette histoire susciterait chez des jeunes de quinze ou seize ans. Mais j'ai rapidement découvert que les adolescents étaient assez mûrs pour accueillir *Élise ou la vraie vie*. Le roman a été réédité en « Folio », aujourd'hui il est traduit dans de nombreuses langues, même en chinois !

■ Vous avez vous-même rencontré de nombreux adolescents qui étudiaient votre livre à l'école...

■ Au début des années soixante-dix, quand les professeurs ont commencé à utiliser le livre, j'ai reçu beaucoup de lettres me demandant de participer à ce travail, soit en venant dans les classes, soit en établissant une correspondance avec les élèves. J'ai été très mesurée dans mes visites, je pensais qu'il ne convenait pas de devenir une sorte de voyageur de commerce de mon propre livre. Cette démarche m'aurait paru abusive. J'ai

Élise, celle qui « marche avec les Arabes »

Si Claire Etcherelli parle rarement d'*Élise ou la vraie vie*, c'est peut-être parce qu'elle souffre encore de la confusion qui a accompagné la publication de son roman. « Beaucoup ont seulement lu ce livre comme le témoignage d'une ouvrière. Or, quand je l'ai écrit, j'avais déjà quitté l'usine, où je ne suis restée que vingt et un mois. Comment alors faire comprendre que ce n'était pas une autobiographie, mais un travail d'écriture ! » Et pourtant, le malentendu, s'il n'était pas la décourageante traduction d'une paresse intellectuelle, serait pardonnable. Car *Élise ou la vraie vie*, possède la force d'un témoignage poignant et généreux. Témoignage sur le quotidien d'hommes-outils dévorés par l'usine, étouffés par un immense « boa » d'acier, machines rugissantes, gestes mécaniques... Témoignage sur les « chemins de la liberté » empruntés par Lucien, le dandy-prolétaire. Révolté, il choisit de travailler à la chaîne, par idéal... Révolutionnaire, il participe, par conviction, à des meetings contre la guerre d'Algérie. Témoignage sur Élise, une jeune provinciale bordelaise égarée dans Paris, qui découvre l'usine, l'engagement politique, l'hostilité déclenchée par son amour pour Arezki, un jeune ouvrier algérien. Dans les rues, dans le métro, Elise « La Moukère » dérange parce qu'elle « marche avec les Arabes ». La France s'enlise dans le sable d'Algérie, Paris se perd dans les rafles... *Élise ou la vraie vie* est le livre d'une atmosphère, de destins tragiquement piétinés par l'Histoire.

J.E.

Élise ou la vraie vie, de Claire Etcherelli, « Folio », Gallimard, 276 pages.

(1) *Cher frangin* est l'histoire d'une prise de conscience. Celle d'Alain, insoumis, enrôlé de force dans une unité en Algérie. Après avoir déserté, il publiera un livre de témoignage dénonçant la pratique de la torture.



Elise ou la vraie vie. Photo Revue du Cinéma.

donc choisi des classes, le plus souvent en province, dont les élèves connaissaient des situations sociales difficiles. A chacune de ces rencontres, la « dépense » émotionnelle a été pour moi très forte. Je repartais bouleversée à la fois par les questions qui m'étaient posées et par la résignation amère de ces jeunes à l'avenir qui leur était non pas promis mais imposé. Plus tard, j'ai espacé encore davantage ces rencontres. Ce premier livre me devenait lointain, je ne voulais pas passer ma vie à le disséquer. Et puis j'ai été très impressionnée par le travail remarquable que les professeurs effectuaient par eux-mêmes sur le roman.

■ *Quelles évolutions, dans la réception du roman, avez-vous pu observer chez les adolescents ?*

■ Dans les premières années, entre 1972 et 1978, l'adhésion à ce que racontait le livre était quasi générale et immédiate. Un lien très fort, très intense, existait entre le livre et des élèves pour qui, généralement, le travail à la chaîne n'était pas encore exclu. La trame du livre, sauf dans de très rares cas, ne prêtait pas à discussion. Ensuite, les adolescents sont devenus beaucoup plus critiques, discutant et contestant le comportement des personnages. Parallèlement, j'ai constaté une ignorance grave sur les années de guerre d'Algérie. Ce qu'ils en apprenaient dans les manuels scolaires était succinct. Ces dernières années, j'ai entendu des commentaires plus hostiles et, en particulier, à deux reprises, des élèves d'origine maghrébine – des garçons – m'expliquant qu'il était scandaleux qu'un musulman puisse aimer une Française. Ce qui m'a rappelé qu'à la publication du livre certaines femmes algériennes m'avaient écrit pour regretter l'histoire d'amour entre

Elise et Arezki. Des Françaises avaient aussi réagi comme ça...

■ *Comment réagissez-vous à cette évolution qui, d'une certaine manière, contredit l'espoir contenu dans certains passages du livre ?*

■ J'ai moi-même traversé une période extrêmement compliquée... J'avais une vingtaine d'années au moment où se déroulait une guerre que je considérais comme une lutte de libération. Nous, Français, devions soutenir cette lutte – et donc combattre les représentants du colonialisme – pour parvenir à l'indépendance de l'Algérie, au retour des Algériens chez eux et à l'établissement d'un régime démocratique. A l'époque, on pouvait le croire... Et puis, nous avons assisté au retour en France d'Algériens repartis chez eux, puis à l'arrivée de nouveaux travailleurs qui s'installaient pour rester ici. J'ai vécu intérieurement un temps de confusion... C'est l'observation de la situation, de la réalité algérienne, qui m'a amenée à remettre les choses à leur place : un pays à parti unique, n'ayant tenu que peu de promesses et des programmes des années de lutte. L'histoire se fait rarement comme elle se rêve.

■ *Dans le livre, Lucien est peut-être l'un des personnages les plus attachants. Révolté, engagé, il travaille en usine, soutient le FLN...*

■ C'est vrai, le personnage de Lucien a toujours été le plus discuté par les adolescents. C'est un « révolté négatif ». Les filles le trouvent souvent insupportable... et les garçons, en revanche, le défendent ! D'une manière générale, les adolescents de ces dernières années se sentent beaucoup plus proches de Lucien que ceux des années soixante-dix. A l'origine, Lucien était le

personnage essentiel du livre ; une première partie, très longue, insistait sur l'enfance d'Elise et de Lucien, sur les rapports, l'évolution politique de Lucien...

■ *Et si toutes ces rencontres, toutes ces images et paroles devaient être résumées...*

■ Un jour, une jeune fille m'a dit : « Je comprends pas pourquoi Elise est gênée quand elle est dans le café avec Arezki. Ce n'est pas gentil, son attitude, elle n'a pas de courage. » Je lui ai appris qu'à l'époque, chaque Algérien était considéré comme un tueur en puissance, que ce n'était peut-être pas facile pour Elise de subir le regard des « autres ». L'adolescente ne comprenait pas. Cette réaction est sympathique, mais elle est surtout très rassurante...

Propos recueillis par Jean EYMER

Elise à la lettre !

« J'enseigne le français et je fais étudier *Elise ou la vraie vie*, à ma classe de troisième. Ils sont une vingtaine, âgés de quatorze à seize ans, à s'être passionnés pour vos personnages, à des degrés divers allant de la pure réprobation à la sympathie sans réserve. Votre vision du monde ouvrier les a profondément troublés et ce fut, pour la plupart d'entre eux, une véritable découverte. Certains, par ailleurs, ont reconnu qu'ils n'avaient jamais réfléchi au problème du racisme ou de l'immigration sous cet angle. Je vous laisse imaginer les discussions enflammées auxquelles cela a donné lieu (...). Ils se sont prêtés à tout : ils ont cherché toutes les indications de temps pour se repérer dans votre roman ; ils ont apporté des plans de Paris pour suivre les déplacements d'Elise et d'Arezki, ils ont étudié l'évolution de chaque personnage, ils ont comparé les relations d'Elise et de Lucien à celles qu'ils vivaient avec leurs propres frères et sœurs, ils se sont interrogés sur la « vraie vie »... » - **Un professeur de français.**

« J'aimerais savoir pourquoi vous avez décidé d'écrire ce livre ? Quelles sont les idées que vous avez voulu faire entrer dans l'esprit des gens ? Est-ce pour vous un livre qui critique la vie à l'usine, la condition des femmes, est-ce un livre anti-raciste, un livre sur l'amitié ? (...) Je crois que les personnages de ce livre sont imaginaires, mais le sont-ils vraiment ? » - **Questions posée à Claire Etcherelli par Aliouka, quinze ans.**

« Dans quelle mesure existent les différents personnages du roman ? Trouvez-vous les thèmes du livre d'actualité ? Voyez-vous les problèmes de la vie en usine de la même façon, après plusieurs années ? Quels sentiments, quelles pensées vous viennent à l'esprit quand vous réfléchissez au travail à la chaîne ? Quelle est la part de l'autobiographie dans le roman ? Qu'avez-vous voulu dire par « la vraie vie » ? Et maintenant, pour Elise, qu'est-ce que la « vraie vie » ? » - **Questions posées par Martin.**

TROUBLES CLICHÉS

Le regard « à bout portant »

Entretien avec Leïla Sebbar

Née en Algérie, d'un père français et d'une mère algérienne, Leïla Sebbar vit aujourd'hui à Paris où elle collabore à des revues littéraires, des magazines de l'immigration et à l'émission « Panorama » sur France Culture. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont *Le fou de Shérazade* (Stock) en janvier 1991. Leïla Sebbar effectue également un travail de recherche sur les représentations du « bon nègre » dans la littérature coloniale du XVIII^e siècle et sur l'éducation des filles au XIX^e siècle. Elle est l'auteur de l'un des textes du recueil sur l'Algérie édité par *Nouvelles Nouvelles*.



Leïla Sebbar. D.R.

■ Dans votre nouvelle intitulée *La photographie*, vous abordez un aspect souvent ignoré de la guerre d'Algérie : celui des photos d'identité auxquelles devaient se soumettre les femmes algériennes durant la guerre...

■ **Leïla Sebbar** : Durant la guerre, l'armée française avait décidé, pour mieux contrôler les déplacements dans les « villages de regroupement », que ceux qu'on appelait les « autochtones » devaient posséder une carte d'identité française. Marc Garanger, jeune appelé en Algérie, a pu ainsi photographier plus de deux mille personnes. Plusieurs années après, il a regroupé des portraits de femmes des Hauts Plateaux dans un ouvrage paru en 1982 (1). Certains ont été choqués qu'on puisse publier de tels clichés. Mais la décision de Garanger était réfléchie, c'était un témoignage, un acte politique. J'ai découvert cet ouvrage à ce moment-là. Un album terrible.

■ Ces clichés sont très violents...

■ Oui, le regard de ces femmes de tous âges est bouleversant. Un regard noir, de terreur pour certaines, de défi ou de rage pour d'autres. Dans la préface de son livre, Marc Garanger écrit d'ailleurs : « J'ai reçu leur regard à bout portant, premier témoin de leur protestation muette, violente. » Ce livre est loin d'être un album pacifique. On obligeait ces femmes à apparaître les cheveux découverts. Traditionnellement, dans les Hauts Plateaux, elles portent des foulards. Or elles ont été

obligées de les enlever pour la pose. C'était un acte de violence. Devant l'objectif, elles se sont dévoilées. Certaines n'ont même pas eu le temps d'agrafer leur corsage. L'an dernier, quand Daniel Zimmermann m'a proposé d'écrire une nouvelle sur la guerre d'Algérie, j'ai immédiatement repensé à ces portraits. Un jour, alors que je me promenais à Barbès durant le Ramadan, j'ai rencontré une très vieille femme, habillée comme les Algériennes des Hauts Plateaux. Sans doute abandonnée, elle mendiait des galettes. Ce sont toutes ces femmes qui se retrouvent dans ma nouvelle. C'est une nouvelle sur l'interdit.

■ Comment avez-vous vécu la guerre d'Algérie ?

■ A l'époque, j'étais petite fille et adolescente. Par sécurité, mes parents, instituteurs, m'avaient placée en pension. J'entendais parler de la guerre, mais sans la voir. Elle était là, mais distante. J'apercevais des soldats, des convois de camions. Mon père a ensuite été arrêté par l'armée française. Je crois qu'il passait des médicaments dans un réseau. Plus tard, quand je suis venue en France, vers dix-sept ou dix-huit ans, j'ai oublié la guerre d'Algérie. Ce sont un peu mes années d'amnésie. Mais, sans en avoir une conscience nette, je sentais que la guerre était toujours là. Au moment de la guerre du Vietnam, par exemple, j'étais étudiante en lettres, et je militais dans des comités d'opposition à l'intervention américaine.

■ *Le combat des femmes algériennes durant la guerre d'Algérie est longtemps resté un thème de recherche négligé.*

■ Tout à fait. Jusqu'à ces dernières années, on se contentait souvent d'allusions, de bribes d'information ou de témoignages... Ce n'est que l'année dernière qu'a été publié le livre de Djamila Amrane intitulé *Les femmes algériennes dans la guerre*. Historienne de formation, ancienne combattante, Djamila a rédigé un véritable document, mêlant expérience personnelle et témoignages. Il était temps qu'un tel ouvrage restitue la réalité du rôle des combattantes algériennes.

Propos recueillis par Jean EYMERY

(1) *Femmes algériennes 1960*, photographies de Marc Garanger, La Boîte à documents, 1990.

Femmes algériennes dans la guerre



Photo Plon.

Au maquis, Djamila Amrane portait le nom de Danièle Minne. C'est donc une ancienne combattante, née en 1939, emprisonnée durant de longues années, et aujourd'hui maître de conférences à l'université d'Alger, qui a rédigé le premier ouvrage important consacré à la lutte longtemps ignorée des femmes algériennes durant la guerre. S'appuyant sur le fichier des 10 949 combattantes répertoriées au ministère algérien des Anciens Moudjahidin, utilisant des documents écrits (poèmes, carnets...) et plus de quatre-vingts entretiens, Danièle- Djamila Amrane-Minne a recueilli de nombreuses informations sur la participation des femmes-militantes aux combats de libération. Son livre, version abrégée d'une thèse soutenue à Reims, redonne sa juste place dans la guerre de libération nationale à « l'Algérienne des années cinquante, à la fois méditerranéenne, berbère, musulmane, colonisée, et par là même prisonnière d'un statut contraignant ».

Les femmes algériennes dans la guerre d'Algérie, de Djamila Amrane, préface de Pierre Vidal-Naquet, Plon, 1991, 298 pages.

Trente après,

nouvelles de la guerre d'Algérie

A l'occasion du trentième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, l'écrivain Daniel Zimmermann, fondateur de la revue *Nouvelles Nouvelles*, propose, en collaboration avec Le Monde Éditions, un ouvrage collectif intitulé *Trente après, nouvelles de la guerre d'Algérie* (1). L'originalité de ce recueil de nouvelles tient au subtil dosage des genres qui réunit fictions littéraires, chroniques et bibliographie commentée.



Daniel Zimmermann.

Entre les nouvelles inédites de huit écrivains algériens, réunies par Tahar Djaout, et celles de huit écrivains français, réunies par Daniel Zimmermann, les analogies sont frappantes : une atmosphère inquiétante, des regards profonds, des comportements souvent identiques de

femmes ou d'enfants qui subissent les violences de la guerre sans avoir de prise réelle sur elle. Parmi les problèmes qui hantent les écrivains, celui du silence revient souvent. Au silence enveloppant les Français de l'hexagone, qui ne voient la guerre que de loin (à l'écoute de la radio

ou dans les colonnes des journaux), vient s'ajouter le silence du soldat à son retour d'Algérie. Pour Christiane Baroche, dans *La fleur au fusil*, le soldat « veut penser à autre chose », laissant sans réponse ceux qui se demandent ce qu'il a fait, là-bas. Le silence du soldat tourne parfois au cauchemar. Il peut conduire celui qui se tait à l'hôpital psychiatrique, comme le montre Claude Pujade-Renaud dans *La grenade* ou au suicide, comme l'écrivent François Salvaing dans *L'homonyme* et Georges-Olivier Chateaufort dans *L'homme de Blida*. Le silence peut être une forme de pudeur, lorsqu'on a lutté pour l'indépendance d'une nation, lorsqu'on a participé à la construction d'un pays et qu'on ne veut ni briser ses illusions de jeunesse militante, ni entraver la marche en avant d'un peuple. C'est ainsi que Pierre Lepape explique trente ans de silence dans *Le bel âge*, puisque « tous les silences ne se ressemblent pas ».

Chez les écrivains algériens, un sujet revient comme un leitmotiv : la haine et la peur du traître, du harki. Pour Mouloud Achour, dans *Souvenir en bord de Loire*, il est l'homme qui retourne ses forces contre les siens dans le but d'assouvir sa violence. Le harki devient « un monstre encore plus violent que ses maîtres ». Maudit, il est condamné à passer le reste de son existence hors de son sol natal ou à errer comme un fantôme, comme une *Ombre*, selon le titre de la nouvelle de Rabah Belamri. Dans *L'enfant du ksar*, Anouar Benmalek nous raconte l'histoire d'un enfant qui trahit les siens. Les écrivains algériens, d'ailleurs, observent souvent la guerre par les yeux de l'enfant. Enfant de *L'Ombre* de Rabah Belamri, enfant du ksar d'Anouar Benmalek, enfant assassiné de Tahar Djaout, enfant du courage et de l'honneur de Mohamed Magani, enfant obsédé d'Arezki Metref... Ces nouvelles dévoilent d'autres images terribles : le déplacement d'un village par la force pour mieux contrôler les populations, chez Anouar Benmalek, la mort dans des conditions atroces d'un fils d'immigré, soldat sous le drapeau tricolore, et que les moudjahidins considèrent comme un traître, chez Hugo Marsan. Mais aussi les abus de pouvoir outrageants d'un officier français, dans le texte de Gérard Mordillat, ou encore, chez Leïla Sebbar, le regard de ces femmes qu'on oblige à se dévoiler devant le photographe pour les besoins de l'administration française.

Une deuxième partie contient les réflexions de sept personnalités algériennes et françaises, écrivains, intellectuels, acteurs ayant eu un rôle important dans cette guerre. Sous la forme de chroniques, ces personnalités portent un regard actuel sur leur action passée, entre 1954 et 1962. De leur engagement, aussi

bien moral que physique, elles en tirent aujourd'hui des conclusions. Ainsi, Henri Alleg ne regrette pas ses rêves généreux avec leur part de réalité et leur part de fantasme, sûr « qu'il avait fait le bon choix ». L'engagement de Djamilia Amrane lui a permis de témoigner sur le rôle essentiel et méconnu des femmes dans la guerre de libération nationale. Elle nous montre la vie quotidienne des résistants au maquis, partagés entre les soins aux populations civiles et la fuite devant les traques organisées par l'armée française. Puis la prison, l'indépendance et enfin les espoirs dans une Algérie libre où la femme aura une vraie place. Sous la forme d'un dialogue, Alban Liechti et Daniel Zimmermann nous remémorent les combats que pouvaient livrer les appelés et les rappelés en 1956 pour ne pas être incorporés dans l'armée française. L'un a choisi l'insoumission et l'autre, après avoir effectué une partie de son service, a choisi une forme de désertion. Tous deux se retrouvent pour la première fois depuis trente ans. Maurice Rajsfus, quant à lui, met l'accent sur les organisations précurseurs des « porteurs de valises », les Comités des mouvements de jeunesse de la région parisienne contre l'utilisation du contingent en Algérie, nés en 1955. Ces Comités ont subi les foudres du PCF, en témoigne l'article de Christian Echard dans *L'Humanité* du 17 octobre 1955. La chronique de Jean Schuster concerne la rédaction du Manifeste des 121 en replaçant le mouvement des surréalistes dans son rôle véritable. L'auteur nous retrace la chronologie des faits : Dionys Mascolo et Jean Schuster ont été à l'initiative de cette action, tantôt attribuée à Sartre, tantôt à Nadeau, tantôt à Blanchot, mais jamais aux surréalistes. Il faut que cela se sache. Bernard W. Sigg, psychiatre dans l'armée puis déserteur en 1960, s'interroge sur les comportements de milliers de soldats qui ont perdu dans cette guerre leurs repères, leurs idéaux et leur cohérence. Sa réflexion rejoint les interrogations des écrivains de la guerre d'Algérie : qu'ont-ils vu, fait ou su pour n'en pas parler ? Pour en faire autant de cauchemars ?

Enfin, une troisième partie présente les travaux bibliographiques de Christiane Achour, Michel Breton et Jean-Louis Gérard. Ces chercheurs ont recensé, analysé et commenté les œuvres de fiction, romans et recueils de nouvelles suscités par la guerre. Ces travaux s'inscrivent directement dans la lignée des recherches effectuées par Jean Déjeux ou dans le sens des comptes rendus des ouvrages historiques sur l'Algérie publiés dans *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* depuis 1962. Christiane Achour a relevé les romans et nouvelles de fiction écrites sur le thème de la guerre de libération nationale, dans le but d'une meilleure lecture

de l'histoire de cette lutte. Une centaine d'œuvres ont été répertoriées. Bilan : la résistance populaire est privilégiée par rapport à l'aspect militaire. Toutes les classes sociales sont représentées, toutes les régions évoquées. Participation collective, diversité des acteurs, la littérature souligne que la guerre a été le seul moyen pour venir à bout du colonialisme et montre que les femmes ont participé activement à ces combats. Michel Breton et Jean-Louis Gérard ont effectué le même travail à propos des ouvrages de fiction écrits par des auteurs français. Au total, une bibliographie de 122 livres qui concerne aussi bien le temps des saisies, des poursuites et des procès que le temps des attentats, le temps du souvenir après 1962. Le style roman policier signe la rupture avec le tabou du silence et permet à l'épisode franco-algérien de 1954-62 de rentrer dans l'histoire. Les rééditions sont un point remarquable de cette bibliographie. Elles peuvent avoir été immédiates ou différées parfois jusqu'à trente ans.

François GABAUT

(1) *Trente ans après, nouvelles de la guerre d'Algérie*, Nouvelles Nouvelles/Le Monde Editions, 1992.

Beaucoup ont tourné la page

« Ce recueil est un projet auquel je pense depuis longtemps, explique Daniel Zimmermann. J'avais pensé qu'il était bon de compléter les œuvres de fiction – même si, surtout du côté algérien, les textes sont souvent enracinés dans les souvenirs – par des chroniques des acteurs ayant eu un rôle important durant la guerre. Je me suis adressé à des éditeurs comme Maspéro, Jérôme Lindon, Francis Jeanson, j'ai également contacté Aït Ahmed. Sur une quarantaine de lettres envoyées, j'ai eu moins de vingt réponses. Et sur ces vingt réponses, beaucoup ont dit : non, on n'a plus rien à dire. C'est un peu comme s'ils avaient tourné la page. Cette réaction m'a un peu étonné. Et puis, il y a le travail phénoménal de Christiane Achour, Michel Breton et Jean-Louis Gérard qui ont recensé les œuvres de fiction, romans et nouvelles suscités par la guerre depuis 1961. L'une des grandes lacunes est qu'il est très difficile de tenir compte des œuvres à compte d'auteur. Il y aurait tout un travail à faire pour recenser les carnets ou les témoignages publiés à compte d'auteur... Très souvent, ces auteurs ne pensent pas à faire un dépôt légal à la Bibliothèque nationale, c'est donc une littérature "perdue". Les gens ont eu besoin d'écrire sur cette guerre, mais c'est l'ensemble de la nation qui ne veut pas entendre. »

Propos recueillis par Jean EYMERY

ITINÉRAIRE

Daniel Zimmermann ou l'« écriture de guerre »

Cofondateur de la revue *Nouvelles Nouvelles*, Daniel Zimmermann a publié, en 1988, *Nouvelles de la zone interdite*. De courts textes, souvent violents, parfois insoutenables, qui sont les fragments d'une guerre jamais oubliée. L'écrivain croque en quelques touches acides des hommes égarés dans l'histoire, horribles ou dérisoires, bouleversants ou répugnants. Découverte d'un parcours.

« Je suis à plat ventre, c'est le baptême du feu. Les rafales, la trouille, ça dure toute l'après-midi. » Seule la voix peut dire les mots que le romancier n'ose écrire. Les mots troubles, les mots qui blessent, les maux sans oubli. La voix, lente et grave, d'un homme qui se confronte à ses vingt ans brisés par des éclats d'obus. « Devant moi, soudain, se dresse un Algérien, enfermé dans un goulet. Au fond de sa grotte, il est fichu... Dans une dernière révolte, il se lance dans un discours anticolonialiste, il emploie des termes que moi, militant communiste, j'utilisais alors si fréquemment. Face à moi, cet homme parle mon langage. Je n'ai plus qu'une idée en tête : qu'il se taise. Pendant ce temps, un type descend une grenade au bout d'une ficelle. Elle explose... l'homme se tait définitivement. Je suis... soulagé. C'est difficile à raconter... » La voix vacille, s'éteint. Le cauchemar se dissipe dans les volutes tremblantes d'une Gitane. Longtemps occultée, cette scène n'a resurgi que récemment dans la mémoire de Daniel Zimmermann, un jour où de jeunes Beurs l'ont remercié d'avoir écrit *Nouvelles de la zone interdite*. « J'avais tellement honte que je ne savais plus où me mettre. »

Issu d'une famille immigrée et communiste, Daniel Zimmermann milite dès le début des années cinquante pour la fin de la « sale guerre » d'Indochine, il lutte pour la libération d'Henri Martin, le « marin de la paix », rejoint en 1955 l'Union de la jeunesse républicaine de France (qui deviendra Jeunesse communiste). En septembre 1957, son sursis étant résilié, il doit recouvrir avec amertume ses convictions d'un uniforme insignifiant. Partir, déserteur, refuser d'obéir. Le jeune instituteur hésite : « Pour déserteur, il fallait être soutenu par un réseau. Le seul que je connaissais, par la voie communiste, me conduisait en Tchécoslovaquie. Le refus d'obéissance, j'y ai beaucoup pensé. C'était accepter délibérément au moins deux ans de taule. Et le Parti ne s'engageait pas fermement dans une campagne de soutien, comme il l'avait fait pour Henri Martin durant l'Indochine. A l'époque, les « actions exemplaires », comme celle, admirable, d'Alban Liechti – quatre ans de prison, dix-huit mois de service légal –, étaient rares, méconnues. » Les intellectuels parisiens, d'ailleurs, attendront six ans après le début de l'insurrection avant de rédiger l'appel des 121 pour le droit à l'insoumission. « J'aurais dû prendre le risque d'aller

en taule, regrettera-t-il plus tard. Liechti a perdu six ans de sa vie, mais il peut être fier de ce qu'il a fait. Lui a les mains blanches. Car là-bas, même si on ne torturait pas de ses mains, on était complice. »

Daniel Zimmermann embarque donc pour l'Algérie, une décision prise « selon sa conscience ». Ses vingt ans s'ensablent dans une autre « sale guerre ». Pour l'exemple, il devient le « Brigadier-chef, mène « le soviet dissident du quatrième peloton coco »... S'il redoute les balles adverses, il craint davantage encore ses « amis ». Après le coup d'Etat du 13 mai 1958, Zimmermann est muté en zone interdite, le long de la frontière algéro-marocaine. Une permission d'où il décide de ne pas revenir, en février 1959, une femme qui attend un second enfant, de vrais-faux certificats médicaux, des ordres de mission, Daniel Zimmermann emprunte les chemins de traverse pour quitter définitivement, en mai 1959, une voie sans issue. Il est de retour en France, mais il ne reviendra jamais de « là-bas ».

« Un témoignage qui ne m'appartient plus »

Il écrira plus tard : « Personne n'a jamais pu quitter ma zone interdite. » Démobilisé, dépaysé, il se surprend soudain en exil dans son propre pays, avec, incrustée dans le cœur, une guerre qu'on ne raconte pas. « Mon père pouvait me raconter la Résistance, il était un héros. Moi, de quoi pouvais-je me glorifier auprès de mes enfants ? Quand je suis revenu, ni mes amis, ni mes camarades de parti, ni même ma famille n'osaient me poser de questions. Ils redoutaient que je sois un salaud, ils avaient peur de me découvrir tortionnaire. Je savais que l'écriture seule pourrait me guérir. Mais je ne savais pas quelle forme adopter. J'ai tenté d'écrire un roman, puis de réécrire un journal – que je m'étais fait perquisitionner. J'ai noirci des centaines de pages... » Il élague, tranche, mitraille, il apprend l'« écriture de guerre ». En 1961, Daniel Zimmermann publie chez l'éditeur Robert Morel ses *Quatre-vingts exercices en zone libre*. Jean-Paul Sartre lui écrit, Gaston Gallimard le convoque à son bureau. Le recueil est saisi dans l'indifférence, l'auteur passe en correctionnelle pour

injures à l'armée. Mais Daniel Zimmermann feint de se croire « guéri ». La guerre, désormais, n'est plus angoisse, obsession. Dans *La Légende de Marc et Jeanne*, par exemple, son évocation se confond simplement avec l'attente d'une femme qui espère le retour du soldat. « Le mari, on le voit seulement quand il rentre en France. Je n'éprouvais plus le besoin de parler de la guerre d'Algérie. »

Mais cette guerre que Daniel Zimmermann croyait désormais si profondément enfouie, non pas oubliée mais maîtrisée, resurgit trente ans après. Par hasard, ou presque. « J'avais toujours refusé de rééditer ces *Exercices*. Non que je les renie, mais je les trouve encore trop bavards. Le « Je » est trop présent. » A l'occasion de la rédaction de la préface d'un ouvrage du psychanalyste Bernard Sigg, sur les séquelles psychologiques de la guerre (1), l'Algérie réinvestit son œuvre. En 1988, il publie *Nouvelles de la zone interdite*. Un recueil de nouvelles où l'écriture est sèche, où l'encre gicle, éclabousse. « Ce recueil a été écrit en quinze jours. D'habitude, je rature interminablement. Chaque texte est né d'un souvenir, d'une chose vue ou racontée. A l'origine, tout est réel. Je sens que c'est un témoignage qui ne m'appartient plus. En fait, je n'ai jamais réellement témoigné qu'oralement. Maintenant, je crois que je n'ai vraiment plus besoin d'y revenir », Daniel Zimmermann n'est jamais retourné en Algérie. Le regret, une nostalgie amère et des mots, meurtriers et répétitifs comme une rafale de mitraille. Des mots, simplement : « Ou qu'une phrase machinale et cadencée au long d'une piste tourmentée au bercement rouillé d'un half-track qui ne signifiera jamais rien d'autre que le bercement rouillé, machinal et cadencé d'un half-track au long d'une piste tourmentée ».

Jean EYMERY

(1) Bernard W. Sigg déserta en 1960 pour ne pas avoir à « soigner » des Algériens de façon à ce qu'ils continuent d'être torturés. Après avoir travaillé et enseigné à Alger, il est devenu psychanalyste. B.W. Sigg est l'auteur de *Le Silence et la honte* (Messidor, 1989) et des *Murs de la psychanalyse* (Messidor, 1990).

Nouvelles de la zone interdite, Daniel Zimmermann, Manya, 69 francs.

Le dernier recueil de Daniel Zimmermann, *Les Malassis*, vient de paraître à L'Atelier Julliard.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire de l'Algérie coloniale 1830-1954

par Benjamin Stora

Ed. La Découverte, Repères, 1991

Benjamin Stora peint un tableau complet de l'« Algérie française » et nous livre les clés essentielles qui permettent de comprendre les origines du conflit qui opposa la France à l'Algérie pendant huit ans : la conquête de l'Algérie en 1830 et l'installation du système colonial ; la cohabitation sur un même sol de musulmans, de juifs et de pieds-noirs ; l'éveil du nationalisme algérien dans l'entre-deux-guerres ; la situation économique et sociale de l'Algérie en 1954.

Ce travail est complété par une chronologie pour la période 1830-1954, ainsi que d'une liste de communes auxquelles un nouveau nom a été attribué après l'indépendance de 1962.

Le silence du fleuve, octobre 1961

par Anne Tristan

Ed. Au nom de la mémoire

Dans ce très bel ouvrage publié à l'occasion du trentième anniversaire du 17 octobre 1961, Anne Tristan et toute l'équipe du collectif *Au nom de la mémoire* retracent l'histoire douloureuse de ces journées tant refoulées.

Les textes sont beaux, les images émouvantes. Cette investigation s'insère dans les travaux effectués par Paulette Peju (*Ratonnades à Paris*, 1961), par Michel Levine (*Ratonnades d'octobre*, 1985), par Didier Daeninckx (*Meurtres pour mémoire*, 1984), par Jean-Luc Einaudi (*La bataille de Paris*, 1991), où encore par Jacques Panijel avec son film (*Octobre à Paris*, 1962).

Cet ouvrage a pour objectif de restituer et de faire connaître le 17 octobre 1961, au nom de la mémoire. Il a le mérite de remonter le fleuve de silence et de rompre avec l'enchaînement des solitudes.

Le silence et la honte Névroses de la guerre d'Algérie

par Bernard W. Sigg,

Messidor/Éditions Sociales, 1989

Préface de Daniel Zimmermann

Lorsque les appelés du contingent rentrèrent chez eux, après leur période obligatoire sur le territoire de l'Algérie, une chape de plomb s'abattit sur leur histoire. Les gouvernements successifs leur refusèrent toute reconnaissance officielle. L'opinion publique ne voulait pas savoir ce qui se commettait en son nom. Les familles, les amis fuyaient toute évocation des souvenirs. L'essentiel était de faire la paix.

Pourtant les acteurs de cette guerre

avaient besoin de parler, de raconter pour certains leurs cauchemars, pour d'autres leur détresse, pour d'autres encore, la culpabilité de s'être comportés « comme des nazis ».

Bernard W. Sigg, psychiatre et psychanalyste, les a écoutés et a essayé de comprendre ce qui se cachait derrière le silence et la honte.

La ferme Améziane. Enquête sur un centre de torture pendant la guerre d'Algérie

par Jean-Luc Einaudi

Ed. L'Harmattan, 1991

L'auteur effectue une enquête auprès des rescapés d'un des plus importants et des plus terribles centres de torture pendant la guerre d'Algérie, la ferme Améziane, près de Constantine.

Jean-Luc Einaudi a rencontré plus de vingt personnes, miraculeusement survivantes des tortures qui leur ont été infligées par des parachutistes (bérêts noirs, bérêts rouges), et par des policiers, dans cette usine de la mort. Les témoins racontent leur arrestation, leurs souffrances : la pendaison par les mains ou par les pieds, le supplice de l'eau et de la baignoire, l'électricité, les brûlures, les matraquages, les viols, le supplice de la bouteille, etc.

Ce centre a contrôlé 108 175 personnes et gardé pour des séjours de plus de huit jours 7 363 personnes (sources : *Vérité-Liberté* de mai 1961).

Les tortionnaires n'ont jamais été inquiétés. Le commandant Rodier, responsable de ce centre, n'a jamais comparu devant un tribunal.

La bataille de Paris, 17 octobre 1961

par Jean-Luc Einaudi

Ed. du Seuil, 1991

Jean-Luc Einaudi réalise une enquête minutieuse et rigoureuse sur la manifestation d'Algériens à Paris, l'événement le plus tragique depuis la grande rafle du Vel'd'hiv', et qui a été largement occulté depuis trente ans.

Grâce à des archives inédites et à de nombreux témoignages, l'auteur a pu reconstituer les circonstances exactes de l'assassinat de deux cents Algériens, massacrés par des policiers ce 17 octobre 1961. Les réactions de la presse les jours suivants sont consternantes, les étouffement successifs des efforts entrepris par certains pour faire connaître la vérité sur cette journée épouvantable sont révélés sans détours. Cet ouvrage contribue inexorablement à la réappropriation d'une page de l'histoire de l'immigration qui est une partie intégrante de notre histoire.

Du ciel sur la terre

par Clément Durand

préface de Jean-Claude Barbarant

Ed. Sudel, 1991

Du ciel sur la terre : ce pourrait être le titre d'un livre de Jules Verne, mais Clément Durand n'est pas romancier. Ancien normalien puis instituteur dans la Mayenne, il fut élu en 1945 au Bureau national du SNI avant d'entrer au Bureau de la Fédération de l'Éducation nationale. Membre du Conseil général de la Ligue française de l'enseignement en 1950, du Bureau en 1951, Clément Durand fut aussi, jusqu'en 1962, secrétaire général de la Fédération des conseils de parents d'élèves. L'ouvrage qu'il propose aujourd'hui procède à la fois de l'histoire et du présent, de l'expérience passée du militant et de la lucidité du citoyen : « Dans une période marquée par une extrême confusion sur le sens et la valeur de principes qui paraissent définitivement acquis, écrit Clément Durand, il m'est apparu utile de rappeler comment la laïcité avait émergé dans la pensée d'abord, dans les institutions ensuite et ce qu'elle représente toujours dans l'organisation de la société et la liberté de chacun. » A travers plusieurs chapitres (« Émergence de la laïcité », « La laïcité dans nos institutions », « L'école au centre de la laïcité »...), Clément Durand propose un témoignage salutaire. Il retrace non seulement l'aventure d'une « force d'émancipation, de progrès et de liberté » mais il s'interroge également sur les « nouvelles conquêtes à l'esprit humain » que cet héritage offrira bientôt. *Du ciel sur la terre* est un ouvrage de référence ; il délivre des repères, pose des jalons, incite à la vigilance, à l'espoir... « Avec lui, écrit dans sa préface Jean-Louis Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC, on comprend comment et pourquoi l'école et les institutions de la République se sont laïcisées ; comment et pourquoi la laïcité est devenue la colonne vertébrale de la République française. »

Le déserteur de Maurienne

Ed. Many, 1991

Trente et un ans se sont écoulés avant que l'on réédite cet ouvrage écrit par Jean-Louis Hurst. Ce récit autobiographique retrace la prise de conscience politique d'un jeune appelé du contingent qui s'oppose à la guerre d'Algérie en désertant l'armée française. Réfugié en Suisse, il crée le mouvement d'insoumission « Jeune Résistance ».

BIBLIOGRAPHIE

Interdit à la vente lors de sa première édition chez Minuit en 1960, ce livre fut largement diffusé sous le manteau par le milieu étudiant. Il contribua à son réveil.

La gangrène et l'oubli

par Benjamin Stora

Ed. La Découverte, 1991

Occultations, oublis, tabous, silences, mensonges, manipulations, non-dits, Benjamin Stora démontre les mécanismes de mémorisation de la guerre sans nom. Ils prennent leur source au cœur du conflit. Ils se prolongent pendant trente ans en France et en Algérie, et sont les facteurs de problèmes d'actualité : le rejet de l'immigration, la montée du FIS (lire l'article dans le numéro de *Pourquoi ?* de février 1992).

Face à la raison d'Etat, un historien dans la guerre d'Algérie

par Pierre Vidal-Naquet

Ed. La Découverte, « Essais », 1989

Des hommes se sont opposés à la guerre d'Algérie au nom d'une « fidélité têtue à leurs valeurs ». Ils se nommaient : Noël Favrelière, Fernand Yveton, Robert Bonnaud. D'autres créèrent des comités contre la guerre : le Comité Maurice Audin, Vérité-Liberté, Vérités-Pour. Pierre Vidal-Naquet appartient à ce deuxième groupe. Historien spécialiste de l'Antiquité, il rassemble dans ce volume les textes qu'il a écrits de 1959 à 1988, témoins de son engagement contre la torture et contre les violations de l'Etat de droit (français ou algérien), qui furent commises au nom de la raison d'Etat.

C'est au nom de la mémoire et du rôle politique du travail de l'historien que l'auteur propose cet ouvrage qui ne peut que renforcer l'idée de démocratie.

Meurtres pour mémoire

par Didier Daeninckx

« Série noire », Futuropolis/Gallimard, 1991

Sorti dans la « Série noire » en 1984, *Meurtres pour mémoire* a été repris, agrémenté d'illustrations de Jeanne Puchol, en 1991, dans la collection Futuropolis/Gallimard, trente ans après les événements qui lui servent de toile de fond. L'auteur fait débiter son roman policier lors du massacre des manifestants algériens du 17 octobre 1961 et imagine qu'un jeune professeur d'histoire, après avoir croisé sur le boulevard de Bonne-Nouvelle l'un des cortèges, devient la seule victime française de la répression sanglante. Vingt ans plus tard, son fils est abattu à Toulouse dans des conditions tout aussi mystérieuses. L'inspec-

teur chargé de l'enquête établit un lien entre ces deux meurtres. Il s'aperçoit vite que les deux victimes s'étaient livrées l'un et l'autre à des études historiques sur un autre point sombre de notre histoire, la déportation des Juifs à Drancy de 1942 à 1944, et pressent que leur disparition a un rapport avec leur curiosité. L'enquête devient alors le prétexte à l'évocation d'épisodes tragiques que beaucoup s'accordent à occulter.

Au-delà de l'intrigue policière et de ses rebondissements, *Meurtres pour mémoire* a en effet le mérite de parler de crimes que des personnages haut placés ont tout intérêt à effacer des mémoires pour faire oublier leurs propres responsabilités. Le lecteur n'est pas seulement tenu en haleine par un récit bien mené, il est amené à réfléchir sur l'histoire récente. Et il ne peut que songer au personnage réel qui, du fait des responsabilités qu'il a exercées, est le symbole du lien entre deux des plus grands scandales de ce siècle sur notre sol : la déportation des Juifs (y compris les enfants) pendant la Seconde Guerre mondiale et l'assassinat de manifestants algériens désarmés vingt ans plus tard. Il lui est difficile en effet de ne pas penser au préfet de police Maurice Papon.

La guerre d'Algérie et les Français

sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Fayard, 1990

Rendant compte des travaux du colloque international tenu à Paris en décembre 1988 à l'initiative de l'Institut d'histoire du temps présent, ce livre constitue, selon la formule de Jean-Pierre Rioux qui l'a dirigé, une première tentative de « repérage historique ». Une cinquantaine d'historiens et d'« acteurs dépassionnés » y abordent plusieurs sujets : l'opinion publique française face au conflit, les conséquences de celui-ci sur la République, son rôle dans l'évolution économique et sociale du pays, son impact dans le monde et les séquelles et enjeux de mémoire de la guerre d'Algérie.

L'ouvrage fait état de travaux antérieurs et rassemble à la fois des matériaux neufs pour une histoire de la guerre d'Algérie conçue en même temps comme un drame français, une bataille d'opinion en métropole, et une étape, une parenthèse ou une mutation dans le cours de cette période de l'histoire nationale que l'on a pris l'habitude de dénommer « les Trente Glorieuses », la période d'expansion économique qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'épaisseur de ce livre de 700 pages ne doit pas décourager le lecteur potentiel ni lui faire croire qu'il s'agit seulement d'un ouvrage pour spécialistes. Nombre des

études qu'il contient ne font pas que jeter un regard neuf sur un sujet d'histoire encore brûlant. A travers une histoire mal enfouie, elles éclairent aussi notre présent.

Les appelés

par Claude Klotz

Ed. Jean-Claude Lattès, 1982

Les appelés est un roman à quatre voix. Emouvantes, cyniques, chaleureuses, toutes ces pages sincères, gorgées d'humour, elles sont celles de quatre hommes qui se rencontrent en Algérie en 1959, dans l'Ouarsenis. Jeune curé de campagne, brocanteur parisien, médecin bordelais ou professeur de banlieue, ils se découvrent différents, empêtrés pourtant dans la même destinée. C'est la chronique de ces appelés que raconte Claude Klotz, l'un des meilleurs écrivains contemporains. Ancien professeur dans un collège de la banlieue parisienne, il fut lui-même l'un de ces « bleubits » qui eurent vingt ans au moment des « événements ». Un livre dramatique et drôle, léger et profond.

Le silence du fleuve

par Anne Tristan
17 octobre 1961



Octobre 1961, des Algériens manifestent dans Paris. La police française matraque, tue, jette les corps dans la Seine. C'est un massacre. Les victimes se comptent par centaines. Qui a vu ? Qui se rappelle ?

Pour nous, Agnès, Samia, Mehdi... Toute l'équipe qui a réalisé ce livre, cette histoire n'est pas ancienne : elle a notre âge. Nous avons voulu en débusquer les traces dans les archives. Dans les mémoires, comprendre pourquoi nous l'avions apprise par hasard.

Et qu'avons-nous repêché dans tous les filets que nous avons lancés ? Un ensemble de silences que nous vous donnons à écouter.

Editions Syros Alternatives, 135 pages, 150 photos noir et blanc, 150 F
Au nom de la mémoire, BP 82, 95873 Belons Cedex

L'Algérie et la guerre

sans nom



Le vent des Aurès.

Le cinéma a su garder une mémoire de la guerre d'Algérie. Il s'agit du montage de documents de 2 h 40 réalisé en 1970-1971 par Yves Courrières et Philippe Monnier sous le simple titre *La guerre d'Algérie*. L'ensemble, qui part des événements de 1954 et se termine par le cessez-le-feu de 1962, groupe des bandes d'actualités, des photos, des extraits de reportages en direct. Quelque vingt ans après, le film n'a rien perdu de son efficacité. Il reste le document indispensable, à la fois par l'émotion qu'il suscite et par sa clarté d'analyse. Au moment de la sortie commerciale du film, le réalisateur Jean-Claude Guiguet écrivait : « La guerre n'est pas, n'a jamais été un événement clair. Un conflit comme le drame algérien a son lot de complexités, sinon d'obscurités, d'incohérences, de fanatisme, mais justement les auteurs ont réussi à rendre compréhensibles jusqu'aux actes les plus irrationnels, les plus violents, ceux justement qu'engendrait le fanatisme. »

En 2 h 40, Yves Courrières et Philippe Monnier ont su placer en toile de fond de

leur récit les tares d'un régime colonial qui se gardait bien de parler d'injustice tout en banalisant la distinction entre le citoyen français et le sujet algérien. Le film nous montre les huit années de guerre qui firent, selon des estimations encore non officielles, près d'un million de morts. La chronologie retient surtout les faits essentiels avec des documents qui, pour la plupart, étaient déjà fort connus. Mais c'est leur mise en relation qui est intéressante. Elle n'épargne pas les hommes politiques de l'époque souvent pris en flagrant délit de dérobades, de mauvaise foi et d'incompétence. Parmi ces gens au pouvoir qui n'aperçoivent pas de solutions concrètes, les auteurs du film font pourtant une exception en mettant en valeur les propos lucides de Pierre Mendès-France. Le film montre alors comment les idées pacifiques de cet homme sont condamnées à l'impuissance par les rivalités politiques. Dans leur approche critique des événements, Yves Courrières et Philippe Monnier n'ont guère épargné un des hommes forts du régime, Michel Debré. Cet inconditionnel du gaullisme accède au plus haut comique lorsqu'il s'abandonne au lyrisme patriotique. Chacune de ses apparitions est un grand moment d'hilarité, avec des sommets comme l'appel à la mobilisation « à pied, à cheval ou en voiture » ou cet incroyable morceau de rhétorique lorsqu'il parle du désert : Le Sahara, ce désert où le coq gaulois s'est longtemps réchauffé les ergots. « Voilà ce qui donne du piment à ce film grave qui reste l'un des meilleurs témoignages sur la guerre d'Algérie. »

Quelques films militants complètent d'une manière plus partielle, mais dans le sens de la générosité, cette approche réaliste du conflit. C'est une occasion de rappeler l'existence de quelques courts métrages de René Vautier : *Algérie en flammes* (1959, 25 minutes), reportage dans les maquis en lutte contre le colonialisme, *Techniquement si simple* (1971, 15 minutes), le retour dans son pays d'un poseur de bombes, dix ans après, *La caravelle* (8 minutes), où une institutrice explique pourquoi de nouveaux rapports peuvent s'établir entre la France et l'Algérie, au niveau des peuples.

La bataille d'Alger

Alors que le sujet était encore tabou en France, le jury du Festival de Venise de 1966 accordait la palme d'or à un long métrage (1 h 58) du cinéaste italien Gillo Pontecorvo, *La bataille d'Alger*, une coproduction italo-algérienne. L'action se condense sur les souvenirs d'Ali La Pointe, responsable de la guerrilla urbaine à Alger. Nous sommes le 7 octobre 1957, alors que les parachutistes du colonel Mathieu bouclent la Casbah. En attendant l'assaut, Ali La Pointe se souvient de son itinéraire qui l'a conduit à une responsabilité si importante, lui qui fut délinquant de droit commun. Le film évoque les événements du 1^{er} novembre 1954, point de départ de l'organisation terroriste. Suivent alors les attentats, les bombes dans les lieux publics. Ali devient l'un des chefs de la guerrilla, sous la direction de Ben Moudi. Les soldats français sont acclamés par les populations européennes qui voient en eux les défenseurs d'une Algérie française. Une grève sert de prétexte au colonel Mathieu pour assiéger les quartiers arabes et procéder à de nombreuses arrestations. Les responsables de l'organisation terroriste sont éliminés et Ben Moudi meurt en prison. Ali La Pointe est resté à la tête d'un groupe, mais ce 7 octobre 1957 lui sera fatal. En guise d'épilogue, le film de Gillo Pontecorvo évoque le mois de décembre 1960, alors qu'Alger se réveille d'une torpeur de trois ans et que des manifestants envahissent les rues en criant des slogans d'indépendance. La grande ambition de ce film était de parvenir à la plus grande objectivité, ce qui n'était pas facile lorsqu'il s'agit d'une reconstitution. Gillo Pontecorvo a donc choisi le style du reportage d'actualités dans lequel beaucoup de témoins ont reconnu l'atmosphère d'Alger des années cinquante. Les maquisards algériens et les paras français sont montrés avec le maximum d'objectivité. Le film place sur un même plan émotionnel l'horreur des attentats terroristes et l'ignominie des interrogatoires sous la torture. Malgré un visa de censure accordé en mai 1970, la sortie commerciale fut perturbée par des manifestations de groupes d'extrême droite qui firent pression sur les exploitants de salles.



1

Auparavant la censure avait été moins libérale, surtout lorsqu'on évoquait les tortures. C'est ainsi que *Le petit soldat* de Jean-Luc Godard fut frappé d'interdiction totale de 1960 à 1963 pour avoir montré un déserteur utilisé par un groupe d'extrême droite, puis torturé par les agents du FLN. Il faut dire qu'à l'époque la censure gaulliste était intraitable, même avec les courts métrages indépendants qui osaient aborder un sujet tabou, comme le très beau *Secteur postal 89098* de Philippe Durand. La censure avait prié le réalisateur de faire disparaître ce film « provocateur et intolérable qui s'affirme comme un encouragement à l'indiscipline militaire ». A travers la correspondance de deux jeunes fiancés trop longtemps séparés *Secteur postal 89098* mettait directement en cause la guerre d'Algérie avec son cortège de misère, de mort, de détresse morale, de solitude.

Réalité et fiction

Lorsque la fiction entre dans le contexte de cette guerre d'Algérie, l'un des thèmes les plus intéressants évoque la difficile réinsertion de jeunes appelés profondément marqués par leurs souvenirs douloureux, comme dans *Muriel* d'Alain Resnais ou *La belle vie* de Robert Enrico.

Mais les caméras sont aussi sur le terrain pour reconstituer des situations que les réalisateurs n'abordent plus avec objectivité, exception faite pour le très beau film du regretté Jacques Davila, *Certaines nouvelles*. Parmi les œuvres les plus marquantes, on cite évidemment *Avoir vingt ans dans les Aurès* de René Vautier, cet infatigable baroudeur des bonnes causes. On y voit de jeunes appelés en proie à une crise de conscience qui provoque leur affectation dans un secteur calme. Mais bientôt le mécanisme de la guerre et l'escalade des violences fonctionnent comme un piège. Ils



2



3

tueront, violeront et tortureront. d'entre eux se reprend et libère un Algérien que le groupe devait fusiller. Il s'enfuit avec lui vers la Tunisie. La mort les attend en route.

Le film de René Vautier avait fait grand bruit à l'époque. Il reste une des références essentielles de la guerre d'Algérie vue au cinéma. L'autre grand film apportant la vision des Algériens, et plus spécialement celui d'une mère dont le fils maquisard a été arrêté sur dénonciation. Il s'agit de *Le vent des Aurès*, présenté au Festival de Cannes en 1967. On y voit les maquisards brûler la ferme d'un colon et le mitrailler, les villageois par des avions français vengés en représailles. On y voit aussi les camps aux barbelés électrifiés où il était si difficile de survivre. Plus que *Les cinquante années du twist*, où la guerre d'Algérie est vue sous les traits grossissants d'une pochade, *Le vent des Aurès* de Moha Lakhdar Hamina reste un classique du cinéma algérien.

Depuis, le cinéma français n'a guère montré d'empressement pour revenir sur ces pages peu glorieuses de notre histoire nationale. Quelques cinéastes courageux s'y sont pourtant risqué avec plus ou moins de bonheur. Yves Boisset avec un *RAS* montre comment quelques réfractaires deviennent des as de la chasse aux fuyards. Gérard Mordillat qui dénonce les horreurs de la pacification dans son *Orangin*. Ou Gilles Behat qui dans *Le fils de la Toussaint* relance un débat plus général sur l'engrenage du terrorisme et sur les manipulations de l'information.

Aujourd'hui le nouveau film de Bertrand Tavernier, *La guerre sans nom* repousse sous les feux de l'actualité une guerre qui, contrairement à toutes les autres, n'a pas fait provision de héros ou de mythes.

Raymond LEFÈVRE

1. *RAS*.
 2. *La guerre d'Algérie*.
 3. *La bataille d'Alger*.
- Photos Revue du Cinéma.

Les cités en mouvement : pour faire reculer les exclusions, construire les solidarités

Le constat

La ville est le révélateur des exclusions. Elle concentre toutes les difficultés que les politiques de l'État s'attachent avec des fortunes diverses à résorber. Le chantier à mettre en œuvre est gigantesque et dépasse de loin les quatre cents quartiers prioritaires. Les problématiques sont multiples et chacune en alimente une autre accentuant encore plus les solutions pour leur résorption. Les politiques successives de la ville même si elles sont le constat de situations réellement existantes sont encore trop déformées par des remèdes définis et mis en œuvre loin de la vie et des préoccupations des habitants eux-mêmes. Trop souvent, c'est l'urgence née de situations à la limite de l'explosion qui détermine l'action des pouvoirs publics.

Le bilan que tirent de nombreuses associations sur le fonctionnement des DSQ ne sera pas là pour nous contredire. Pourtant, rien n'est à réinventer, car dans nos villes, il existe un potentiel immense, des projets souvent modestes mais de bon sens pour l'amélioration des conditions de vie de chacun. Ce potentiel à réactiver le sera dans un projet mobilisateur tenant compte des exigences de reconnaissance et d'indépendance des acteurs locaux qui sont peu préservées aujourd'hui.

Les enjeux

Réapprendre à réfléchir ensemble, laisser les habitants des quartiers être les véritables moteurs de transformations et de propositions tel est l'enjeu des « cités en mouvement ».

La citoyenneté ne doit pas se limiter au libre choix lors des échéances électorales. Si nombre d'électeurs délaissent ce droit fondamental que représente le vote, c'est qu'ils ont l'impression, entre autre, que leur avis importe peu. Leur expression démocratique n'influe plus sur les choix des « porteurs ».

Dans la « relégation », la méthode de Jean-Marie Delarue s'appuyant sur des expériences de terrain pour comprendre le réel, ouvre des perspectives pour remédier

au mal-vivre. Il s'agit dans la lutte contre l'accumulation des difficultés dans l'univers urbain de trouver les solutions pratiques contribuant à l'amélioration de la vie de tous et de tous les jours.

« Cités en mouvement » veut fédérer toutes ces idées en mouvement dans les cités qui ont souvent du mal à se faire entendre. Ce programme aura comme souci pratique de ne pas saucissonner

chaque difficulté en des maux séparés les uns des autres, mais plutôt de les aborder comme un tout reliant la réflexion à l'habitat, à l'école, à la santé, aux loisirs, à la convivialité, etc.

Sa vocation est d'être un programme touche à tout, parce que tout ce qui concerne la ville nous concerne. Nous voulons réapprendre à réfléchir dans la globalité des problèmes à résoudre.



Photo Patrick Damien.



Les cités en mouvement

Le programme « les cités en mouvement » se veut avant tout le rassemblement des citoyens actifs et acteurs de leur quartier. Irriguer la réflexion, échanger les expériences, faire le bilan des politiques de la ville pour appuyer ce qui fait reculer les exclusions et tourner le dos aux solutions éphémères tels seront nos axes de travail. La nécessité de créer des passerelles entre les praticiens de la ville, ceux qui la font, ceux

qui la vivent, ceux qui la réfléchissent, devient aujourd'hui une obligation pour construire cette nouvelle citoyenneté dont on parle tant. Loin d'être un slogan de conjoncture, « cités en mouvement » s'attachera à faire vivre ce concept dans les faits.

Les objectifs

Le programme « cités en mouvement » se donne comme objectif de contribuer à la redynamisation du tissu associatif dans les villes. Pour cela, il s'attachera à la connexion des réseaux qui sont le véritable vecteur de l'apprentissage de la vie démocratique dans la cité. Il s'attachera en faisant vivre des événements tels que la caravane des cultures dans le cadre du 4^e festival inter-banlieues, à construire de nouvelles solidarités et à confronter les expériences pour les échanger.

Les assises des cités en mouvement qui auront lieu les 17 et 18 octobre 1992 ne seront pas un colloque comme les autres. Ce sera avant tout la rencontre au niveau national des délégués des quartiers qui agissent pour faire reculer les exclusions. Y seront abordés tous les thèmes interpellant les habitants des villes. Refaire des habitants les véritables spécialistes de la ville,

tel sera notre mot d'ordre. Ces assises devront ouvrir d'autres perspectives de rencontres et d'échange. Elles seront l'occasion de tirer le bilan des politiques passées et d'élaborer une charte de la cité. Ce programme sera porté principalement par ceux qui croient que c'est ensemble que le changement se concrétisera. Engager en commun des perspectives d'action dans la ville, rassembler les bonnes volontés et les énergies, faire entendre la pluralité des voix et entraîner les enthousiasmes pour la dynamisation du réseau associatif, tel est un autre de nos paris.

Les instruments

Plusieurs rencontres régionales sont prévues pour alimenter l'idée de cette nouvelle culture des cités en mouvement. Il s'agit de se réapproprier une méthode d'agir au quotidien. Un bulletin des cités en mouvement fera régulièrement le point sur l'avancé de ce travail en commun, sur les idées, sur les propositions, sur les expériences. Des cycles de formation sur les thématiques de la cité seront mis en place tout au long de ce programme.

Mehdi LALLAG

Rencontres

Contre les exclusions, mobilisons-nous !

Par son programme « Cités en mouvement », la Ligue de l'enseignement entend mobiliser tous les acteurs présents dans les quartiers difficiles afin de lutter contre les exclusions et pour l'égalité des droits : « Ce chantier est un défi prioritaire, mais nous ne devons pas agir seuls. » rappelait en introduction Jean-Louis Rollot, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement.

C'est dans le cadre de ce rapprochement entre institutionnels et associatifs que le RAI, la FOI 95 et la Ligue de l'enseignement ont organisé le 15 janvier dernier un déjeuner-débat avec Jean-Marie Delarue, le délégué interministériel à la ville, à l'occasion de la sortie de son livre « Banlieues en difficultés : la relégation ».

Premier pari réussi, les participants sont nombreux et pluriels : outre le représentant de l'Etat, le débat a réuni plusieurs représentants d'associations issues de l'immigration, d'organismes partenaires ou plus simplement des militants œuvrant au quotidien. Un mélange dont l'intérêt n'a pas échappé à Jean-Marie Delarue : « Avec tout ce qu'on

est d'intervenants réunis, si on n'arrive pas à faire une bonne politique de la ville, c'est à désespérer de tout ! »

Patience et reconnaissance

Introduction et constat d'ensemble : « Nous ne savons pas réagir rapidement collectivement ! » La salle approuve, réagit. Il n'en fallait pas moins pour lancer le débat dans une ambiance qui a su rester conviviale.

— « Depuis la décentralisation, on s'est aperçut que les municipalités n'avaient pas de projets. » — « On est bien pour gérer la misère mais pas comme porteurs de projets ambitieux. »

Interventions pointues et réalistes des militants associatifs, où l'impuissance se mêle à l'espoir de voir bouger les choses, notamment par l'ouverture d'un dialogue plus direct et plus franc entre les différents partenaires.

Jean-Marie Delarue écoute, prend le temps de la réflexion puis expose ses

propres difficultés : « Je n'ai pas à faire le tri entre les bons et les mauvais projets mais entre les bons et les bons. » Question de budget, ou s'attarde-t-il quelques minutes sur le cas des chefs de projet DSU qui se sentent cruellement seuls.

Plus qu'un cabinet d'urgence médicale où l'on parle remèdes miracles, ce genre de rencontre se veut davantage un moment privilégié de prise de contact, de confrontation d'idées et de point de vue d'horizons divers pour que, tous ensemble, nous réussissions à combattre les inégalités et les exclusions.

Et comme le précisait Jean-Marie Delarue il s'agit avant tout de favoriser ces « jeunes pousses » de la vie locale que sont les associations de quartier, en se donnant à besoin « les instruments du conflit » nécessaires à l'ouverture du dialogue.

Participants : Aïda, Culture des banlieues, Emaf, SIJ, Contact associatif, Nadha, SOS Ça bouge, ATMF, ASO, Idriiss, Acadon, Ami, Afais, Adefim

L'avenir est en banlieue

**Face au dépeuplement des zones rurales et à la sélection des centre-villes, une troisième voix est possible : la banlieue !
Confronter pratiques citoyennes et politiques institutionnelles, tel est l'enjeu !**

La situation d'un certain nombre de quartiers de banlieues a amené l'État à mettre en place des dispositifs institutionnels. Cela demande du temps, de la patience pour l'action en partenariat et entraîne une multiplication des instances de concertation et de réunion qui favorisent ceux qui ont déjà l'habitude de ce type de démarche au détriment de participants plus novices.

Pourtant parmi ceux-ci, les plus actifs multiplient les demandes de soutien à des projets parfois modestes, souvent à court terme. Les contraintes administratives et budgétaires ainsi que l'obligation de se projeter dans l'avenir renforcent parfois le sentiment qu'il y a un trop grand écart entre le projet et sa réalisation.

Naît enfin le sentiment chez un certain

nombre d'acteurs de terrain que malgré les moyens financiers mis en œuvre et la volonté affichée par tous et à tous les niveaux, l'état d'équilibre social reste fragile. Les comportements d'agressivité ou de violence, le sentiment d'être exclus, sont là, prêts à s'exprimer si l'occasion leur est donnée, face à des responsables politiques désarmés et provoquant de forts sentiments d'insécurité et de xénophobie parmi le reste de la population.

Là où l'action en réel partenariat existe sur le terrain et associe un réseau associatif solide et ouvert aux projets d'action collective, une volonté politique municipale réelle, un projet de zone clairement défini, les progrès sont évidents et le partenariat institutionnel prend tout son sens.

Pour notre part, nous devons nous attacher à développer le soutien aux projets qui favorisent la participation des individus eux-mêmes.

Nous devons répondre au besoin de considération, de reconnaissance et d'autonomie qu'un certain nombre d'entre eux expriment afin de développer la démocratie locale et la citoyenneté et favoriser ainsi l'émergence d'un véritable mouvement de citoyens reconnu.

C'est le sens du colloque organisé par la FOL 92 « L'avenir est en banlieue », qui permettra de faire se rencontrer et dialoguer des acteurs de terrain porteurs de projets et des décideurs en charge d'élaborer des politiques plus globales afin de les rapprocher et de leur donner tout leur sens.

Martine Antognazza - FOL 92

Initiatives

« Des livres pour vivre libre »
Amener l'enfant à accepter l'autre

L'Orolep Ile-de-France pilote une initiative originale, baptisée « Des livres pour vivre libre », dont le but est d'éveiller l'enfant à la lecture, trop souvent perçue dans un cadre scolaire. Dans un esprit de connaissance de l'autre et d'acceptation de ses différences. Une éducation à la citoyenneté et à la tolérance.

Axe central de cette opération itinérante, un « microbibliobus » qui circule dans les écoles, les centres sociaux... pour répondre à l'attente des enfants attirés par le livre. 500 livres sont mis ainsi à la disposition des jeunes et des enseignants par un système de prêt. 500 livres regroupés autour d'une idée bien précise : la lutte contre le racisme.

**Comprendre les différences,
les apprécier !**

Dans cette bibliothèque mobile sont abordés les thèmes de l'exclusion de manière générale et spécifique. Le racisme, l'apartheid, l'antisémitisme, les gens du voyage...

Les livres sous forme d'albums, de contes, de poésies, de romans, de documentaires sont classés par tranche d'âge (maternelle,

CM2, 6^e, collège).

Mais « Des livres pour vivre libre » ne se résume pas à une bibliothèque qui se pose dans une cours d'école, c'est tout un travail d'initiation, d'approche et de fidélisation à la lecture avant, pendant et après la venue du microbibliobus.

L'important étant de réconcilier l'enfant avec la lecture « plaisir » et d'encourager son besoin de communication en lui apprenant à se servir de différents supports. Pour l'amener vers une « confrontation interculturelle qui favorise autant l'ouverture du monde des lecteurs que leur imagination. »

C'est dans cette optique que deux ateliers « conte » et « lecture » complètent l'opération.

Le conte est découverte, errance, enrichissement, voyage du jeune dans le monde de l'imaginaire. Il traduit l'égalité en droits de tous les hommes.

L'atelier « lecture » permet à l'enfant d'observer les signes particuliers qui deviennent repères au fur et à mesure que les enfants découvrent des mots, qu'ils les utilisent fréquemment. À force de les manipuler, ils les reconnaissent aisément et les utilisent pour construire des phrases.

Cette opération, qui comporte également

une exposition sur les droits de l'enfant et des vidéogrammes, connaît un succès certain et démontre bien qu'avec des moyens simples et des idées, on peut intéresser les jeunes et leur faire prendre conscience de leur dimension citoyenne et solidaire.

Contact : Nathalie, Orolep Ile-de-France
Tel. : (1) 43 07 59 30

■
Sport insertion jeunes

C'est au mois de janvier que l'association Sport Insertion Jeunes (SIJ) a lancé son programme « 50 galas sportifs - 50 cités ».

Devant un public de plus de 600 jeunes venus — bien sûr ! — des différents quartiers de Trappes mais aussi de Sartrouville, Montfermeil, Meaux..., des jeunes pratiquant le full-contact, titrés ou non, se sont affrontés sur le ring, certes dans un esprit de compétition mais aussi de convivialité et de bonne humeur.

Tant il est vrai que pratiquer un sport, c'est apprendre à se dominer, à respecter l'autre.

Les différentes cités représentées dans la salle avaient chacune leur « champion »

mais sportivement savaient reconnaître les qualités des uns et des autres.

Quoiqu'en disent certains, les sports de combat n'incitent pas à la violence gratuite. La preuve a été faite ce soir-là que 600 jeunes des quartiers réputés difficiles savaient vivre ensemble. Il faut dire que le charisme de Khalid El Quandili — président de SJJ et champion du monde de full-

contact — tient un rôle important dans sa façon de faire aller de pair respect et dignité.

Prochaines étapes « Sport-Cités » : Maubeuge en février, puis Ermont, Le Havre, Argentan, Creil...

Partout, les jeunes se réuniront autour du slogan SJJ : « Bien dans son corps, bien dans sa tête, bien dans sa cité ! ».

Seine-Saint-Denis Mois du cinéma contre le racisme

Créer les conditions pour aborder les questions du racisme avec les jeunes, tel est l'un des objectifs du « Mois du cinéma contre le racisme » co-organisé par la FOL 93, le GFEN et le MRAP 93.

Le racisme, les jeunes le vivent quotidiennement dans la cité, les journaux et la télévision en parlent, des hommes politiques en font leur fonds de commerce. Il est latent, diffus et puis soudain il explose.

Et malgré cet état de fait, les questions que pose le racisme ne sont que peu ou pas abordées avec les jeunes.

C'est pour lutter contre cette faillite des institutionnels face à la difficulté

d'amener les jeunes à parler d'un problème qui les touche intimement que ce festival, qui se déroulera en mars et en avril prochain, a été créé.

Comment enclencher le dialogue avec les jeunes ? En utilisant un média qui les touche : le cinéma.

Les films, choisis avec des professionnels, sont proposés aux établissements scolaires, qui recevront tous une documentation complète, et aux associations du département.

Textes, comptes rendus de débats, dessins, journaux avec l'aide de journalistes de la presse locale, conférence avec des intervenants extérieurs à l'école, soirée tout public suivie d'un

débat, réalisation d'un clip vidéo, recherche historique... forment l'ossature d'un festival qui se veut mobilisateur, réfléchi et pluriel.

Renseignements : FOL Seine-Saint-Denis, 92, rue du 11 novembre, 93700 Drancy - Tél. : (1) 48 32 40 40



Livre

Banlieues en difficultés : la relégation

Mantes-la-Jolie, Vaux-en-Velin sont probablement les prémices de nouvelles explosions.

La détérioration du climat dans les banlieues devient un problème politique et social de toute première importance pour l'immédiat et pour les dix prochaines années.

Suite à une enquête de plusieurs mois auprès de trois cents acteurs, élus, militants d'association, chefs de projet, travailleurs sociaux, Jean-Marie Delarue analyse avec finesse les causes de la dégradation des banlieues et apporte des pistes pour de nouvelles pratiques.

Cet ouvrage permet à la fois de poser les problèmes politiques généraux, comme

la définition d'une nouvelle citoyenneté, et de comprendre les réformes de fonctionnement nécessaires des administrations concernées — État et collectivités locales —, pour qu'il soit mis fin à la relégation dont souffrent aujourd'hui les habitants de ces quartiers en difficultés.

Jean-Marie Delarue, né en 1945, agrégé d'histoire, licencié de sociologie, ancien élève de l'ENA, maître de requêtes au Conseil d'État, est chargé de mission au ministère de la Ville. Il a écrit en collaboration « Le traité du social » (Ed. Dalloz).

« Banlieues en difficultés » - Jean-Marie Delarue - Ed. Syros/Alternatives, 1991.

Semaine d'éducation contre le racisme

Les fédérations sur le terrain

Fol 34 - du 21 au 28 mars, expositions accompagnées d'une animation dans les écoles.

- Pendant la « Semaine », projection du film *Enemy* + animations.

Fol 70 - Une initiative du Club des droits de l'homme et de l'association Interlycées de Vesoul : 1 film - 1 débat dans chacun des cinq lycées de Vesoul.

- débat public sur le thème du racisme le 27 mars.

Fol 17 - Un débat public le 1^{er} avril sur le thème « Citoyenneté - Responsabilité » regroupant 150 à 200 citoyens en présence de Claude Debruyne (« Le Monde diplomatique »), Madeleine Rebérioux (LDH), Harlem Désir (SOS Racisme)...

Fol 74 - Animations, contes, musiques, danses et concerts. Conférence le 27 mars avec Claude Liauzu, avec Azouz Begag le 17 avril. Cinéma-Cinéma avec Yaaba et *Voyage vers l'esprit*.

Fol 80 - en direction des lycées conférence et projection de *Du pont la joie*, film d'Yves Boisset.

- En direction des quartiers, projection et débat public autour du même film.

Fol 76 - Projection de « Les enfants du n° 67 » d'Usch Barthelme-Weller et Werner Meyer dans les lycées, accompagné de cassettes vidéos. Le tout donnant lieu à un débat avec des intervenants extérieurs.

Spectacles vivants en direction des primaires et des secondaires.

Une conférence tout-public sera organisée le vendredi 3 avril sur le thème des « Echos de la mémoire » avec messieurs Ferro et Manceron (historiens).

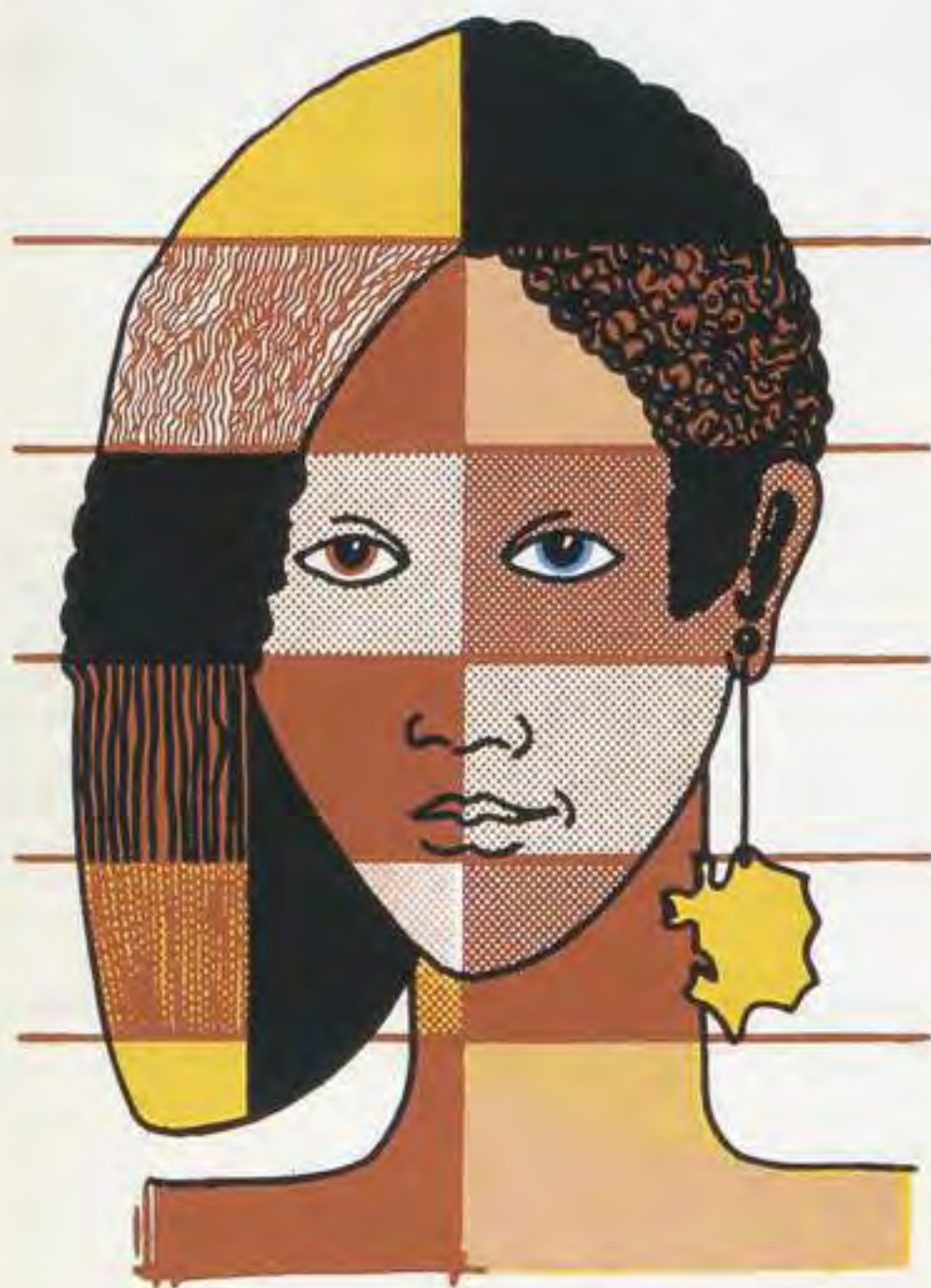
Fol 38 - Dans le cadre du symposium « Education à la paix » qui se déroulera les 27 et 28 mars, un atelier sur le racisme sera organisé avec les lycéens et des intervenants extérieurs.

SEMAINE NATIONALE D'ÉDUCATION CONTRE LE RACISME

du 28 mars au 4 avril 1992

Exposition :

AFFICHES ANTIRACISTES et pour l'égalité



L'Europe s'élargit. Les possibilités d'échanges et de rencontres se développent. Alors que des frontières s'ouvrent, d'autres se ferment dans les mentalités. Les temps de crise sont le terreau du racisme, véritable gangrène de l'esprit, insulte au bon sens.

Depuis des décennies, près de 4 millions et demi de personnes contribuent par leurs apports culturels et leur force de travail au rayonnement et à la richesse de notre pays. Pourtant, ceux que l'on nomme « les étrangers », présents depuis longtemps dans la communauté nationale, dont les enfants possèdent la nationalité française, ceux-là n'ont pas encore le droit de s'exprimer, par leur voix, sur les choix, les moyens et les solutions pour l'amélioration de l'avenir commun.

Ceux qui font de la xénophobie leur fonds de commerce sont ceux qui cultivent l'oubli.

Aussi, les affiches présentées dans cet ouvrage sont une mémoire à conserver et à exploiter. Elles sont la trace des combats pour la dignité. Elles témoignent pour rappeler les exigences des Droits de l'homme. S'opposer au racisme, c'est construire la citoyenneté, agir contre les exclusions et pour l'égalité des droits !

Renouer avec les solidarités au quotidien, s'attaquer à la pauvreté, redonner de l'espoir en l'avenir, contribuer à la convivialité dans les villes, les quartiers, apprendre ou réapprendre les mots « Égalité, Fraternité, Solidarité » et les faire vivre chaque jour : tels sont les objectifs de « Cités en mouvement ». Un combat en parfaite harmonie avec la célébration, cette année, du bicentenaire de la Première République.

Jean-Louis Rollot
Paris, le 15 février

**Exposition accompagnée d'un livre : « 20 ans d'affiches antiracistes »
– à votre disposition –**

La Li@ne
LES JOURNÉES EN MOUVEMENT

Pour tous contacts et informations : Mission Scolaire et Universitaire,
LFEFP, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07 – Tél. : (1) 43 58 97 51